

Mécanisme tripartite des pays
voisins de la Libye
Alger relance la concertation

PAGE 2

Entre exposition géographique et
réalité des flux criminels

NARCOTRAFIC

PAGE 4

ÉDITO

**LES CLOWNS
DE L'INFO**

Par S. Méhalla

Quand CNews fait du journalisme, les écoles de presse devraient pouvoir porter plainte pour usurpation de diplôme. Il paraît que CNews est une chaîne d'information. Voilà une affirmation qui mériterait, pour une fois, une vérification sérieuse. Car à regarder certains de ses plateaux, on hésite entre le journalisme, le théâtre de boulevard et une réunion de copropriété où l'on aurait découvert qu'un Algérien habite l'immeuble. Le spectacle serait franchement hilarant s'il ne prétendait pas informer des millions de personnes. Imaginez la scène dans une rédaction de la BBC, de Reuters ou de l'AFP. Un chroniqueur arrive, triomphant, et annonce que le régime algérien contrôle le culte musulman en France. Le rédacteur en chef demande des preuves. Silence. Les documents ? Néant. Les sources contradictoires ? Inconnues. À défaut, notre héros propose son indignation personnelle.

On lui indiquerait probablement la porte du service des opinions. À CNews, certaines séquences donnent l'impression qu'on lui offrirait un fauteuil, un bandeau rouge et dix minutes supplémentaires. C'est toute la différence entre une rédaction qui recherche des faits et un plateau qui recherche des coupables. L'Algérie, justement, est une merveilleuse invention pour les commentateurs en panne d'idées. Elle explique tout. Les tensions sociales, les querelles religieuses, les difficultés françaises. Bientôt, la météo. Si la Seine déborde, on découvrira une ingérence hydraulique d'Alger. Si le métro parisien tombe en panne, un expert viendra expliquer, sourcils froncés, que la main du FLN n'est jamais loin du bouton d'arrêt d'urgence. Et si le café du studio est froid, il faudra saisir le Quai d'Orsay. Ségolène Royal vient de gâcher cette magnifique récréation. Elle a dénoncé les invités de CNews et rappelé une réalité désagréable pour les professionnels de l'algérophobie médiatique. Pendant qu'ils jouent aux petits procureurs de l'Empire perdu, la France a des intérêts bien réels à défendre avec Alger. Le plus savoureux est ailleurs. Ces grands défenseurs autoproclamés de la civilisation occidentale semblent parfois ignorer son apport le plus élémentaire au journalisme moderne. On établit les faits avant de prononcer le verdict. Quelle révolution !

Le racisme par amalgame possède décidément une qualité remarquable. Il dispense de réfléchir. Un musulman devient une menace potentielle, une mosquée un quartier général et l'Algérie une puissance occulte responsable des contrariétés de la République. Il faut admirer la performance. Transformer autant de préjugés en si peu de connaissances relève presque de l'exploit scientifique. Le CERN cherche des particules invisibles. Certains plateaux de CNews trouvent des complots invisibles. Chacun son laboratoire. Reste à savoir ce que pensent les véritables professionnels de l'information devant ce carnaval de certitudes. À force de confondre l'enquête avec l'invective, la chaîne risque surtout de devenir un cas pratique dans les écoles de journalisme, au chapitre des erreurs à ne pas reproduire.

Le plus cruel serait d'y organiser un examen. Sujet unique, apporter une preuve. Durée illimitée. En attendant, les diplomates négocient, les entreprises commercent et les États raisonnent en intérêts. Sur certains plateaux, on continue de raisonner en fantasmes. Une dernière leçon pour ceux qui confondent le micro avec une chaire universitaire et le soupçon avec une intelligence supérieure : on ne construit pas une diplomatie avec du gaz le matin et du mépris le soir.

S. M.

CRÉSUS
QUOTIDIEN
www.cresus.dz In medio stat virtus

L'ANP AU-DELÀ DES FRONTIÈRES Le Parlement donne son feu vert

PAGE 3



Le Conseil de la nation et l'Assemblée populaire nationale ont approuvé l'envoi d'une unité militaire algérienne au Niger, franchissant ainsi une étape institutionnelle majeure dans la procédure de déploiement de forces de l'Armée nationale populaire (ANP) à l'étranger. Cette décision intervient dans un contexte de consolidation du partenariat sécuritaire et militaire entre Alger et Niamey, confrontés aux défis persistants dans la région du Sahel.

Guerres hybrides
**Chanegriha met
les médias au cœur
de la riposte**

PAGE 2



Forum des pays
exportateurs de gaz
**L'Algérie monte
au front**

PAGE 7



Mondiaux 2026 de
gymnastique
**Deuxième médaille d'or
pour Kaylia Nemour**

PAGE 16



CRÉSUS
In medio stat virtus

Quotidien national ■ Lundi 26 Octobre 2026 ■ 11^{ème} année n°2283 ■ Prix 20 DA

GUERRES HYBRIDES

Chanegriha met les médias au cœur de la riposte

Les guerres hybrides représentent une menace qui dépasse désormais le champ militaire pour investir celui de l'information, du numérique et de l'opinion publique. Face à cette évolution, les médias sont appelés à jouer un rôle central dans la prévention des risques et la préservation de la cohésion nationale.

C'est ce message qu'a adressé, hier, le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), à l'ouverture d'un séminaire national consacré aux «médias nationaux et les guerres hybrides», organisé au Cercle national de l'armée à Béni-Messous. Dans son allocution, il a souligné que «la guerre hybride, avec ses différentes dimensions et ses outils, constitue une source de menaces croissantes», en raison notamment de l'exploitation des avancées technologiques pour déstabiliser les pays, souligne un communiqué du MDN. Ces menaces se manifestent par des campagnes de désinformation, la manipulation des faits, les attaques informatiques et les opérations subversives. «Elle exploite les énormes avancées des technologies de l'information et de la communication pour porter atteinte à la sécurité des Etats et à la cohésion des sociétés», a averti Saïd Chanegriha.

LA DÉSINFORMATION COMME INSTRUMENT DE DÉSTABILISATION

Le chef d'état-major a affirmé que l'Algérie, à l'instar de nombreux autres pays, est exposée à ces nouvelles formes de confrontation. Il a notamment cité «les campagnes de désinformation, d'intox, de déformation des faits et des événements, d'attaques cybernétiques, et même de campagnes subversives». Selon lui, ces opérations cherchent à ébranler les institutions, à fragiliser la cohésion sociale et à remettre



en cause les réalisations nationales. Il a ainsi dénoncé les agissements de ceux qu'il qualifie d'«ennemis de l'Algérie, leurs porte-voix médiatiques et les subversifs vendus», auxquels il attribue des tentatives de déstabilisation du pays. Face à ces risques, il a insisté sur la nécessité de maintenir une vigilance permanente et d'anticiper les menaces. «Il était impératif de faire preuve d'une vigilance permanente, de saisir les enjeux de ces guerres et de prendre conscience de leur impact sur le cours des événements», a-t-il déclaré. Il a également mis en avant l'approche préventive adoptée par l'ANP, affirmant que «l'importance d'adopter une approche proactive et préventive» avait été constamment soulignée au sein de l'institution militaire. Cette démarche aurait permis, selon lui, de

déjouer plusieurs plans visant à porter atteinte à l'unité de la société ainsi qu'à la sécurité et à la stabilité du pays.

LA PRESSE, UN REMPART FACE AUX FAUSSES INFORMATIONS

Au-delà de l'alerte sécuritaire, l'intervention de Saïd Chanegriha a placé les médias au centre du dispositif de prévention. Pour le chef d'état-major, leur mission ne se limite pas à transmettre l'information : ils contribuent également à former l'opinion publique, à développer l'esprit critique et à renforcer la résistance de la société face aux tentatives de manipulation. Il a ainsi appelé les responsables des médias à «faire preuve davantage de vigilance et à œuvrer à renforcer la stratégie médiatique nationale». Cette stratégie doit

notamment s'appuyer sur «la mise en place de mécanismes opérationnels capables de déconstruire la désinformation tendancieuse et d'élaborer un récit national solide et objectif», selon le communiqué du MDN. Le chef d'état-major a également souligné que les médias participent à «la construction d'une conscience collective, axée sur la prévention des risques liés à ce type de guerres, la consolidation des constantes nationales et la valorisation des composantes symboliques et morales qui assurent la résilience des pays».

VEILLE STRATÉGIQUE ET COORDINATION

Le séminaire a réuni des membres du gouvernement, des conseillers du président de la République, des responsables militaires, des directeurs de médias, des universitaires et des experts. Les participants ont notamment suivi un documentaire intitulé «Les médias nationaux à l'aune des guerres hybrides, défis et enjeux», produit par la Direction de l'information et de la communication de l'état-major de l'ANP. Les conférences qui ont ensuite été animées lors du séminaire ont porté sur les contenus numériques, les stratégies permettant d'y faire face, la situation du système médiatique national, la coordination des efforts médiatiques et «la veille stratégique et la force du récit national face aux guerres hybrides». Les échanges ont permis d'approfondir ces questions et de contribuer à l'élaboration des recommandations du séminaire, selon le communiqué du MDN. **S. M.**

MÉCANISME TRIPARTITE DES PAYS VOISINS DE LA LIBYE

Alger relance la concertation

Les ministres des Affaires étrangères de l'Algérie, de la Tunisie et de l'Égypte se sont réunis, hier, à Alger, pour examiner les derniers développements de la crise libyenne et coordonner leurs efforts en faveur d'un règlement politique global, sous l'égide des Nations unies. La rencontre a réuni Ahmed Attaf, chef de la diplomatie algérienne, son homologue tunisien, Mohamed Ali Nafti, et le ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdel Aati, dans le cadre du mécanisme tripartite des pays voisins de la Libye.

Selon le ministère algérien des Affaires étrangères, les discussions ont porté sur les évolutions politiques et sécuritaires en Libye ainsi que sur les moyens de relancer le processus de règlement de la crise. L'objectif est de surmonter les divisions entre les différentes parties libyennes, tout en préservant l'unité et la souveraineté du pays. Les trois pays entendent renforcer leur coordination afin de favoriser une solution politique «libyo-libyenne», consensuelle et inclusive, fondée sur le dialogue entre les diffé-

rentes parties. Ce processus doit permettre l'organisation d'élections présidentielle et législatives libres et transparentes, ouvrant la voie à la mise en place d'institutions unifiées et solides, capables de répondre aux aspirations du peuple libyen en matière de sécurité et de stabilité.

UN MÉCANISME RÉGIONAL RELANCÉ

Créé en 2017, le mécanisme tripartite entre l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte vise à coordonner les initiatives régionales en faveur d'une solution politique à la crise libyenne. Cette concertation a, toutefois, connu une période d'interruption, sur fond de divergences politiques et d'approches différentes, notamment entre Alger et Le Caire. La réunion d'Alger fait suite à celle organisée au Caire en mai dernier, consacrée notamment à la situation sécuritaire en Libye et aux assassinats politiques. À cette occasion, les trois ministres avaient exprimé leur inquiétude face aux violences et aux défis sécuritaires auxquels le pays est confronté. Ils avaient appelé l'ensemble des



parties libyennes à faire preuve de retenue, à éviter toute escalade et à privilégier l'intérêt national afin de préserver la sécurité et la stabilité du pays.

Les chefs de la diplomatie avaient également réaffirmé leur engagement à poursuivre la coordination dans le cadre du mécanisme tripartite, en vue de préserver l'unité de la Libye et sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire. Ils avaient insisté sur le caractère incontournable d'une solution politique globale, exhortant les acteurs libyens à privilégier le dialogue et à surmonter les obstacles qui entravent la tenue simultanée des élections présidentielle et législatives.

La rencontre d'Alger s'inscrit dans cette dynamique, alors que les initiatives internationales se poursuivent pour sortir de l'impasse politique et réunir les conditions nécessaires à l'organisation du double scrutin. Les trois pays devraient ainsi réaffirmer leur soutien aux efforts menés sous l'égide des Nations unies pour mettre fin aux divisions, unifier les institutions de l'État libyen et favoriser un règlement durable de la crise.

Les efforts de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul), ainsi que les discussions engagées dans le cadre du dialogue politique, figurent parmi les principales démarches visant à

sortir de l'impasse institutionnelle.

DES ENJEUX RÉGIONAUX PERSISTANTS

Les discussions se déroulent également dans un contexte marqué par les divergences régionales autour de l'accord conclu entre la Libye et la Turquie sur la délimitation des frontières maritimes, auquel l'Égypte s'oppose. Ce dossier illustre les enjeux géopolitiques qui entourent la crise libyenne et compliquent la recherche d'un règlement durable. Depuis 2011, la Libye demeure confrontée à une crise politique et institutionnelle persistante. Malgré les initiatives engagées au fil des années, les divisions entre les acteurs politiques et la fragmentation des institutions continuent d'entraver le retour à la stabilité. La relance de la concertation entre Alger, Tunis et Le Caire vise ainsi à renforcer les efforts régionaux en faveur d'un processus politique susceptible de réunifier les institutions et de permettre aux Libyens de choisir leurs dirigeants par les urnes. **S. R.**

L'ANP AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

Le Parlement donne son feu vert

Le Conseil de la nation et l'Assemblée populaire nationale (APN) ont approuvé l'envoi d'une unité militaire algérienne au Niger, franchissant ainsi une étape institutionnelle majeure dans la procédure de déploiement de forces de l'Armée nationale populaire (ANP) à l'étranger.

Cette décision intervient dans un contexte de consolidation du partenariat sécuritaire et militaire entre Alger et Niamey, confrontés aux défis persistants dans la région du Sahel.

Le Parlement a donné son aval à l'envoi d'une unité militaire algérienne au Niger. Les deux chambres, le Conseil de la nation et l'Assemblée populaire nationale, ont adopté la décision conformément au dispositif constitutionnel encadrant la participation de l'Armée nationale populaire à des missions hors du territoire national.

Au Conseil de la nation, le texte a été adopté à l'unanimité lors d'une séance extraordinaire consacrée à cette question. Cette approbation parlementaire intervient alors que l'Algérie et le Niger affichent une volonté commune de renforcer leur coopération face aux menaces sécuritaires qui pèsent sur la région sahélienne.

Cette évolution s'inscrit dans le prolongement du rapprochement militaire engagé entre les deux pays, avec pour priorités la sécurisation des frontières communes, la lutte contre le terrorisme et le renforcement des capacités opérationnelles des forces nigériennes.

La dynamique bilatérale a notamment été illustrée par la visite en Algérie du ministre d'État nigérien chargé de la Défense nationale, Salifou Mody, reçu par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Il y 5 jours, le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général d'armée Saïd Chanegriha et le ministre de la Défense nationale du Niger, le général d'armée Salifou Modi, ont signé un protocole de coopération militaire



destiné à approfondir la coordination entre les deux armées. L'accord porte notamment sur la sécurisation des frontières, la lutte antiterroriste et l'échange d'expertises, tout en répondant aux besoins du Niger en matière de renforcement de ses capacités militaires.

LE SAHEL AU CŒUR DES ENJEUX SÉCURITAIRES

Dans un environnement régional marqué par la persistance de la menace terroriste et l'essor des réseaux de criminalité transfrontalière, la coopération entre Alger

et Niamey revêt un enjeu stratégique. Les trafics d'armes et de stupéfiants, ainsi que la mobilité des groupes armés, imposent une coordination accrue entre les pays de la région.

Le renforcement des relations militaires entre les deux capitales traduit ainsi l'importance accordée à la coopération bilatérale dans la prévention des menaces et la consolidation de la stabilité régionale. L'approbation parlementaire de l'envoi d'une unité militaire constitue, dans ce contexte, une nouvelle étape institutionnelle dont les modalités de mise en œuvre relèvent du

cadre constitutionnel et des décisions des autorités compétentes.

UN DÉPLOIEMENT SOUMIS AU CADRE CONSTITUTIONNEL

L'envoi d'unités de l'ANP à l'étranger est encadré par l'article 91 de la Constitution, qui prévoit des conditions spécifiques pour ce type d'engagement, notamment l'approbation à la majorité des deux tiers des membres de chacune des deux chambres du Parlement.

Ce mécanisme soumet une décision aussi sensible que le déploiement de militaires hors des frontières nationales à une procédure institutionnelle définie, garantissant l'intervention des représentants de la nation.

L'article 30 de la Constitution rappelle, pour sa part, les missions fondamentales de l'ANP, notamment la défense de l'indépendance nationale, de la souveraineté de l'État et de l'intégrité territoriale, ainsi que la protection des intérêts vitaux et stratégiques du pays.

Cette démarche s'inscrit également dans le respect des principes de souveraineté des États, de non-ingérence dans les affaires intérieures et de règlement pacifique des différends, ainsi que des engagements internationaux de l'Algérie au sein de l'Organisation des Nations unies, de l'Union africaine et de la Ligue arabe.

Avec l'approbation des deux chambres parlementaires, le processus franchit donc une étape déterminante. Il intervient dans une séquence de rapprochement entre l'Algérie et le Niger où les impératifs de sécurité frontalière, la lutte contre le terrorisme et la stabilité du Sahel occupent une place centrale.

Assia M.

ALGÉRIE-NIGER

Le verrou sécuritaire se renforce

Le ministre nigérien de la Refondation et de la Révolution sahélienne, Abdourahamane Oumarou, a qualifié le protocole de coopération militaire entre l'Algérie et le Niger d'étape importante dans le renforcement des relations bilatérales et du partenariat stratégique entre les deux pays.

Dans une publication, sur sa page facebook, consacrée à cette coopération, le ministre nigérien a souligné que le protocole d'accord, signé par le ministre d'État, ministre de la Défense nationale du Niger, le général d'armée Salifou Mody, et le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général d'armée Saïd Chanegriha, couvre plusieurs domaines, notamment la formation, l'équipement, la santé militaire et le renforcement des capacités. Cet accord couvre plusieurs domaines, notamment la formation, l'équipement, la santé militaire et le renforcement des capacités. Il vise à intensifier les échanges d'expertise et à améliorer les compétences opérationnelles des forces armées des deux pays. Cette dynamique s'inscrit dans le prolongement de la visite

en Algérie, en février 2026, du président nigérien, le général d'armée Abdourahamane Tiani, qui avait donné une nouvelle impulsion aux relations entre Alger et Niamey, notamment autour de la sécurisation des projets d'intérêt commun.

RENFORCER LA COORDINATION FACE AUX MENACES RÉGIONALES

Le 21 octobre, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu le ministre nigérien de la Défense, Salifou Mody, qui s'est également entretenu avec le général d'armée Saïd Chanegriha au siège du commandement de l'ANP. À cette occasion, les discussions ont porté sur la nécessité de renforcer la coordination et la complémentarité entre les forces armées des deux pays. L'objectif est d'améliorer leur capacité à faire face aux menaces sécuritaires et à prévenir les tentatives de déstabilisation dans un Sahel confronté à des défis persistants.

Selon Abdourahamane Oumarou, le chef d'état-major de l'ANP a également insisté sur l'importance d'une coopération militaire étroite, fondée sur la concertation



et le partage d'expérience.

LES HYDROCARBURES ET L'ÉNERGIE EN POINT DE MIRE

Au-delà du volet sécuritaire, le partenariat algéro-nigérien présente des perspectives économiques, notamment dans le secteur des hydrocarbures. Les entreprises algériennes intervien-

ent dans l'exploration pétrolière, les opérations de forage et l'assistance technique. Les échanges de produits pétroliers constituent également un axe potentiel de développement.

La production d'électricité et les projets d'interconnexion énergétique figurent parmi les autres domaines susceptibles de consolider les relations entre les deux

pays. À l'échelle régionale, le projet de gazoduc transsaharien, destiné à acheminer le gaz nigérien vers l'Algérie avant son éventuelle exportation vers les marchés internationaux, ajoute une dimension stratégique à cette convergence d'intérêts.

La concrétisation de ces projets suppose, toutefois, de relever plusieurs défis, notamment en matière de sécurité des territoires et des infrastructures, de financement et de coordination entre les partenaires concernés.

Pour Alger et Niamey, l'enjeu est ainsi de faire converger coopération militaire et développement économique. Le renforcement de la sécurité constitue un facteur important pour la réalisation des projets structurants, tandis que les investissements et les échanges peuvent contribuer à approfondir les relations bilatérales. Dans un contexte sahélien marqué par des menaces persistantes, les deux pays entendent consolider leur partenariat autour de la coordination militaire, de la coopération énergétique et de la défense de leurs intérêts communs.

S. R.

ENTRE EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE ET RÉALITÉ DES FLUX CRIMINELS NARCOTRAFIC

La géographie peut exposer un pays au narcotrafic. Elle ne suffit pas à démontrer qu'il en constitue une plaque tournante.

Synthèse S. MÉHALLA

Cette distinction, essentielle à toute analyse rigoureuse, mérite d'être examinée à la lumière des données disponibles sur l'Algérie, des rapports internationaux et des résultats enregistrés par les services de lutte contre les stupéfiants.

Située entre le Maghreb, le Sahel et la Méditerranée, l'Algérie évolue dans un environnement régional traversé par plusieurs circuits de trafic. À l'Ouest, le Maroc demeure un important producteur de résine de cannabis. Au Sud, les territoires sahéliens connaissent une circulation de marchandises illicites favorisée par l'instabilité politique et sécuritaire. À l'Est, la fragmentation institutionnelle libyenne facilite l'activité de réseaux criminels transnationaux.

Cette configuration constitue indéniablement un facteur de risque. Mais elle ne permet pas, à elle seule, de déterminer la place réelle du territoire algérien dans les échanges internationaux de stupéfiants.

Entre un pays exposé aux tentatives d'infiltration, un territoire occasionnellement emprunté par les trafiquants et une plateforme structurée de redistribution, les différences sont considérables. Elles concernent les volumes transportés, l'organisation des réseaux, la destination des cargaisons et surtout l'implantation des circuits financiers.

Or, les données publiques disponibles ne permettent pas encore de mesurer précisément la proportion des flux internationaux transitant par l'Algérie.

DES SAISIES IMPORTANTES, MAIS QUE DÉMONTRENT-ELLES RÉELLEMENT ?

Les statistiques nationales confirment l'ampleur de la pression exercée par les trafics.

Selon les chiffres communiqués en juin 2026 par le directeur général de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie, les services algériens ont saisi durant l'année 2025 plus de 37,2 tonnes de cannabis, près de 1,46 tonne de cocaïne et plus de 43,4 millions de comprimés psychotropes. Ces résultats concernent les opérations enregistrées à l'échelle nationale.

Ils attestent l'existence de réseaux capables de mobiliser des quantités considérables de substances illicites. Ils témoignent également de l'activité des dispositifs de contrôle.

Mais une saisie ne représente pas nécessairement une augmentation du trafic. Elle peut résulter d'une intensification des opérations, d'une amélioration du renseignement ou de l'interception exceptionnelle d'une cargaison importante.

Inversement, une diminution des saisies ne signifie pas automatiquement que les trafiquants ont réduit leurs activités. Ceux-ci peuvent modifier leurs itinéraires, leurs méthodes de dissimulation ou leurs circuits logistiques.

Les statistiques de l'Office national de lutte contre la drogue illustrent cette difficulté. Entre 2022 et 2023, les saisies de résine de cannabis ont passées d'environ 58,3 à 44,5 tonnes, soit une diminution de 23,55%. Les quantités interceptées aux



frontières ont enregistré une baisse plus marquée, tandis que celles saisies à l'intérieur du territoire sont restées pratiquement stables.

Ces variations renseignent sur les résultats des interceptions, mais ne permettent pas de reconstituer les volumes qui échappent aux contrôles.

Pour mesurer véritablement l'importance de l'Algérie dans le narcotrafic international, il faudrait notamment connaître la provenance établie des cargaisons, leur destination finale, les itinéraires empruntés et la proportion destinée à la consommation intérieure.

LA COCAÏNE, RÉVÉLATEUR DES NOUVELLES ROUTES

L'évolution du marché international de la cocaïne apporte un éclairage supplémentaire.

Longtemps concentré sur les liaisons directes entre l'Amérique latine et l'Europe, ce commerce s'est progressivement diversifié. Les réseaux criminels utilisent désormais des points d'entrée et des circuits de redistribution en Afrique occidentale et septentrionale.

L'Agence de l'Union européenne sur les drogues relève que l'Afrique du Nord occupe une position stratégique entre l'Europe, l'Afrique de l'Ouest et le Moyen-Orient.

Dans une étude consacrée au marché mondial de la cocaïne, elle indique qu'en 2019, les saisies déclarées au Maroc représentaient environ 1,5 tonne, contre 316 kg en Algérie. À cette période, le Maroc concentrait plus de 80% des quantités de cocaïne saisies et déclarées en Afrique du Nord.

Ces chiffres historiques ne décrivent évidemment pas la situation de 2026. Ils rappellent néanmoins que la géographie ne suffit pas à établir la hiérarchie réelle des plateformes criminelles.

Un épisode survenu au large d'Oran illustre également la complexité des circuits.

En juin 2021, près de 490 kg de cocaïne ont été découverts en mer, à quelques milles nautiques de la côte oranaise. L'agence européenne estime plausible que cette cargaison ait été destinée à des marchés extérieurs, notamment européens ou moyen-orientaux, plutôt qu'à la consommation locale.

Cette découverte constitue un indice de l'utilisation possible de l'espace maritime algérien dans des opérations internationales.

Elle ne démontre cependant ni l'existence d'un centre permanent de redistribution ni l'implantation des commanditaires sur le territoire national.

La distinction est capitale. Une cargaison interceptée dans les eaux d'un pays ne renseigne pas nécessairement sur le lieu où elle a été financée, organisée ou devait être commercialisée.

LE SAHEL, UNE MENACE MOUVANTE PLUTÔT QU'UN ITINÉRAIRE UNIQUE

Les recherches consacrées au Sahel confirment que les routes criminelles ne constituent pas des axes immuables.

Dans une étude publiée le 7 août 2026, la Global Initiative Against Transnational Organized Crime analyse les circuits de la cocaïne entre le Mali, le Niger et la Libye.

L'organisation souligne que les routes terrestres sahéliennes transportent des volumes inférieurs à ceux des grandes voies maritimes. Leur importance tient surtout aux revenus qu'elles génèrent dans les économies de conflit.

Les trafiquants peuvent rémunérer des intermédiaires, bénéficier de protections armées ou négocier le passage des convois auprès d'acteurs contrôlant certains territoires.

Le rapport précise également que les organisations extrémistes violentes ne sont pas nécessairement les principales organisatrices du commerce de cocaïne, même si certaines en tirent indirectement des ressources.

Cette précision évite de confondre systématiquement narcotrafic et terrorisme, deux phénomènes qui peuvent entretenir des relations économiques sans partager les mêmes structures ni les mêmes objectifs.

Un autre document de la même organisation, publié en mai 2025, relève que la reprise des affrontements dans le nord du Mali et les changements politiques au Niger ont contribué à déplacer certains itinéraires, notamment vers le Sud algérien, la Mauritanie ou d'autres voies terrestres et maritimes.

L'information mérite une attention particulière.

Elle montre que l'Algérie peut subir les conséquences indirectes des bouleversements sécuritaires régionaux. Toutefois, l'identification d'itinéraires possibles ne permet pas de quantifier les cargaisons qui les empruntent effectivement.

Il serait donc prématuré d'affirmer que le territoire algérien est devenu un corridor majeur de la cocaïne sans disposer de données comparatives suffisamment documentées.

L'ANGLE MORT DU NARCOTRAFIC, L'ARGENT

La dimension financière constitue probablement le principal défi de toute enquête sur les organisations criminelles.

Les stupéfiants représentent la partie visible d'une économie beaucoup plus vaste. Leur commercialisation suppose des fournisseurs, des transporteurs, des intermédiaires, des distributeurs et des financiers.

Les bénéfices doivent ensuite être transférés, dissimulés ou réinvestis.

Les réseaux internationaux peuvent recourir à des sociétés-écrans, à des opérations commerciales fictives, à des intermédiaires financiers ou à des activités économiques légales pour masquer l'origine de leurs revenus.

Suite en page 5

CRÉSUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION
SAID MEKLA

REDACTRICE EN CHEF
ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration

MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1^{er} MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz
Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité
s'adresser à : l'Entreprise
Nationale de Communication,
d'Édition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue
pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ENTRE EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE ET RÉALITÉ DES FLUX CRIMINELS NARCOTRAFFIC

Suite de la page 4

Le rapport de la Global Initiative publié en août 2026 souligne d'ailleurs que certains trafiquants de haut niveau interviennent simultanément dans plusieurs marchés licites et illicites, notamment la cocaïne, le cannabis, l'or, les cigarettes et les carburants. Cette diversification renforce leurs capacités d'adaptation.

Pour l'Algérie, la question ne consiste donc pas seulement à savoir combien de tonnes de drogue franchissent ou tentent de franchir les frontières. Il faut également déterminer si des revenus issus de ces activités sont susceptibles d'être recyclés dans l'économie nationale, par quels mécanismes et avec quelles complicités éventuelles.

Cela ne signifie nullement que l'existence de tels circuits en Algérie soit démontrée à grande échelle. Les éléments publics examinés ne permettent pas de soutenir pareille affirmation. En revanche, cette question constitue un champ d'investigation essentiel pour les autorités judiciaires, les services de renseignement financier et les organismes chargés de la lutte contre le blanchiment.

La confiscation des avoirs criminels, l'identification des bénéficiaires réels des sociétés et la coopération judiciaire internationale deviennent alors des instruments aussi importants que l'interception des marchandises.

LA CONSOMMATION INTÉRIEURE, UNE AUTRE RÉALITÉ À MESURER

Une analyse exclusivement géopolitique présente également le risque de négliger le marché intérieur. Les importantes saisies de comprimés psychotropes, notamment de médicaments détournés de leur usage thérapeutique, révèlent une dimension du problème qui ne se confond pas nécessairement avec les grandes routes internationales de la cocaïne. Les circuits d'approvisionnement, les réseaux de distribution et les populations concernées peuvent être différents.

L'Agence européenne sur les drogues souligne, dans son étude des marchés de la région méditerranéenne méridionale, l'importance croissante des médicaments détournés et des substances psychoactives dans plusieurs pays. Il serait insuffisant de



considérer l'Algérie uniquement comme une victime potentielle des trafics provenant de l'extérieur. La connaissance de la demande intérieure, des usages problématiques, des circuits de distribution et des conséquences sanitaires doit également participer à l'élaboration des politiques publiques.

La répression des organisations criminelles et la prise en charge des consommateurs relèvent de deux démarches complémentaires, mais distinctes.

SORTIR DE LA GÉOGRAPHIE POUR ENTRER DANS LA PREUVE

La position géographique de l'Algérie justifie une vigilance permanente. Ses frontières étendues, la proximité des zones sahéliennes instables et l'évolution des marchés internationaux constituent autant de facteurs de risque. Mais la rigueur impose de ne pas transformer cette exposition en preuve

d'une centralité criminelle. Pour établir la place exacte de l'Algérie dans les flux internationaux, il faudrait disposer de séries statistiques homogènes, de cartographies actualisées des itinéraires effectivement utilisés, de données judiciaires sur les réseaux démantelés et d'informations sur les destinations finales des cargaisons. Il faudrait surtout distinguer les quantités destinées au marché national de celles qui empruntent le territoire dans le cadre d'opérations transnationales. À ce jour, les recherches examinées permettent de documenter l'existence de trafics, de tentatives d'infiltration et de certains itinéraires concernant l'Algérie. Elles ne permettent pas d'établir avec précision sa part dans le commerce international des stupéfiants. Cette limite documentaire ne doit être interprétée ni comme une minimisation de la menace ni comme une remise en cause du travail des services de sécurité.

Elle rappelle simplement qu'une politique publique gagne en efficacité lorsqu'elle repose sur une connaissance mesurable des phénomènes qu'elle entend combattre.

L'ENJEU DÉPASSE FINALEMENT LES SEULES SAISIES

Il consiste à identifier les organisations, leurs capacités logistiques, leurs connexions internationales et les mécanismes économiques qui assurent leur survie.

Une frontière peut être surveillée, une cargaison interceptée et un transporteur arrêté sans que le réseau qui organise et finance le trafic soit nécessairement démantelé. Pour l'Algérie, la véritable exigence est donc de passer d'une lecture géographique du danger à une connaissance approfondie de son fonctionnement. La proximité des routes criminelles constitue un risque. Leur utilisation effective constitue un fait à établir. Leur éventuelle implantation économique représente une autre question, qui exige des preuves spécifiques. Confondre ces trois réalités reviendrait à substituer une représentation de la menace à sa mesure. Et dans la lutte contre le narcotrafic, la précision du diagnostic est déjà une condition de l'efficacité de la riposte.

S. M.

Sources documentaires — Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie, bilan 2023 et résultats 2025 communiqués en juin 2026. Global Initiative Against Transnational Organized Crime, rapports de mai 2025 et août 2026. Agence de l'Union européenne sur les drogues, études sur le commerce mondial de la cocaïne et les marchés d'Afrique du Nord. Les chiffres historiques sont distingués des constats récents afin de ne pas présenter des données anciennes comme une mesure de la situation actuelle.

ARNAQUES EN LIGNE Vos codes, leur butin

À travers une nouvelle campagne de sensibilisation, le ministère de la Poste et des Télécommunications appelle les citoyens à redoubler de vigilance face aux tentatives d'escroquerie sur Internet. Le partage des codes reçus par SMS, les liens frauduleux et l'usurpation d'identité figurent parmi les principaux risques signalés.

La vigilance numérique s'impose plus que jamais. Face à la multiplication des tentatives d'escroquerie en ligne visant notamment les clients d'Algérie Poste et des établissements bancaires, le ministère de la Poste et des Télécommunications lance, en collaboration avec plusieurs partenaires, une nouvelle campagne de sensibilisation à la prévention de la fraude électronique. Prévue jusqu'au 30 octobre, cette initiative vise à renforcer la vigilance des citoyens et à les sensibiliser aux bons réflexes à adopter pour protéger leurs données personnelles et leurs comptes financiers.

Le message central de cette campagne est sans équivoque : le

code reçu par SMS est strictement personnel et ne doit jamais être communiqué à un tiers, même lorsque celui-ci prétend être un employé d'Algérie Poste ou d'une banque. «Arrêtez-vous, vérifiez, ne soyez pas victime» : à travers cette mise en garde, les autorités entendent rappeler que les fraudeurs exploitent souvent la confiance des utilisateurs pour obtenir les informations nécessaires à la réalisation d'opérations financières.

DES ESCROQUERIES FONDÉES SUR L'USURPATION D'IDENTITÉ

Les méthodes d'escroquerie en ligne reposent notamment sur l'usurpation d'identité, les faux messages et les liens frauduleux. Les victimes potentielles peuvent recevoir des SMS ou des messages leur demandant de mettre à jour leurs informations, de confirmer leurs coordonnées bancaires ou de profiter d'une prétendue offre promotionnelle.

Derrière ces sollicitations se cache parfois une tentative de récupération de données personnelles ou bancaires. Une fois

ces informations obtenues, les escrocs peuvent chercher à accéder aux comptes des victimes ou à effectuer des opérations à leur insu. Le ministère rappelle, à ce titre, que les services postaux et bancaires ne demandent pas aux citoyens de communiquer leurs informations personnelles par SMS. Il recommande de vérifier attentivement l'identité de l'expéditeur, de se méfier des messages comportant des erreurs linguistiques et de ne jamais renseigner ses données sur des sites dont l'authenticité n'est pas établie.

EDAHABIA ET BARIDIMOB DANS LE VISEUR

Avec l'utilisation croissante de la carte Edahabia et de l'application BaridiMob dans les opérations quotidiennes, la protection des données bancaires constitue un enjeu majeur pour les usagers d'Algérie Poste.

L'établissement a déjà multiplié les mises en garde contre les pratiques frauduleuses. En mai dernier, il avait notamment rappelé plusieurs mesures de précaution destinées à protéger les

cartes de paiement et les comptes postaux. Parmi celles-ci, figurent la confidentialité du code de vérification à usage unique (OTP), la protection du cryptogramme visuel (CVV) de la carte et le refus de partager des photographies de celle-ci sur les réseaux sociaux ou sur des plateformes non fiables.

Les utilisateurs sont également invités à éviter de conserver des photographies de leurs cartes ou leurs codes secrets dans la galerie de leur téléphone ou dans des applications de notes non sécurisées. La perte ou le piratage d'un appareil pourrait, en effet, exposer ces informations à des personnes malveillantes.

Autre recommandation essentielle : ne jamais cliquer sur un lien reçu dans un message annonçant un gain, une mise à jour obligatoire ou le remplacement d'une carte sans en vérifier préalablement l'origine.

DES RÉFLEXES SIMPLES POUR SE PROTÉGER

Au-delà des mises en garde, la prévention repose sur des habi-

tudes à adopter au quotidien. Les citoyens sont appelés à utiliser des mots de passe robustes, à mettre régulièrement à jour leurs logiciels de sécurité et à activer la vérification en deux étapes lorsque cette fonctionnalité est disponible.

En cas de doute, il est préférable de contacter directement l'établissement concerné en utilisant les coordonnées figurant sur son site officiel ou ses supports de communication vérifiés, plutôt que de répondre au message reçu ou d'utiliser le numéro qui y est indiqué.

Les utilisateurs doivent également éviter de saisir leurs identifiants sur des pages accessibles par des liens non vérifiés et ne jamais communiquer leur code OTP, leur code secret ou les données confidentielles de leur carte, y compris à une personne se présentant comme un agent du service clientèle.

Si une demande paraît inhabituelle ou urgente, prendre le temps de la vérifier peut suffire à éviter une fraude.

I. Kherrane

SECTEUR MINIER

L'Algérie accélère la valorisation de ses richesses

Le ministre réaffirmé la poursuite des projets structurants destinés à valoriser les richesses du sous-sol algérien.

Poursuivant ses auditions sectorielles dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2027, la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a reçu, samedi, le ministre des Mines et de l'Industrie minière, Mourad Hanifi.

Dans sa présentation devant les membres de la commission, le ministre a indiqué que les priorités du secteur reposent sur l'approfondissement des connaissances relatives aux ressources du sous-sol national, la mobilisation des investissements nationaux et étrangers, le développement des capacités de traitement, ainsi que le renforcement du contenu local et l'accompagnement des investisseurs.

Il a ajouté que les dispositions du projet de loi de finances pour 2027 prévoient l'actualisation de certains droits et la clarification des règles relatives à l'assiette fiscale et au recouvrement, tout en préservant la stabilité et la lisibilité du système fiscal pour les investisseurs.

20,48 MILLIARDS DE DINARS DE CRÉDITS PRÉVUS

Selon Mourad Hanifi, les crédits budgétaires proposés pour le secteur des mines et de l'industrie minière au titre de l'année 2027 s'élèvent à 20,48 milliards de dinars, tandis que les autorisations d'engagement sont estimées à environ 4 milliards de dinars.

Le projet de budget a été élaboré selon une structure programmatique articulée autour de deux programmes,

«mines» et «administration publique». Cette organisation doit permettre, d'une part, de poursuivre les programmes de développement du secteur et, d'autre part, de mettre en place les structures nécessaires au fonctionnement du nouveau ministère.



Les transferts proposés comprennent notamment 1,4 milliard de dinars au profit de l'Agence nationale des activités minières (ANAM) et un milliard de dinars pour l'Agence du service géologique de l'Algérie (ASGA).

En matière de recherche et d'exploration, le ministre a précisé que le programme public de recherche pour la période 2026-2028 comprend 16 projets distincts, pour une enveloppe globale de 2,5 milliards de dinars. Un montant de 1,1 milliard de dinars est prévu pour 2027, couvrant 14 projets.

POURSUITE DES GRANDS PROJETS MINIERES

Devant les membres de la commission, Mourad Hanifi a réaffirmé la poursuite des projets structurants destinés à valoriser les ressources du sous-sol algérien et à accroître leur contribution à l'économie

nationale. Le projet de Gara Djebilet figure parmi les priorités, avec la poursuite de la coordination entre les opérateurs concernés pour assurer le traitement du minerai, son transport et son approvisionnement.

Le projet intégré des phosphates doit également progresser, en associant les activités d'extraction, d'enrichissement et de transformation chimique aux infrastructures ferroviaires et portuaires.

Concernant le gisement de zinc et de plomb de Tala Hamza-Oued Amizour, le ministre a évoqué les préparatifs nécessaires à la réalisation de la mine et des installations de production.

Le groupe Sonarem et ses 13 filiales poursuivront, pour leur part, leurs efforts en matière de préparation des investissements, de maîtrise des coûts et de conduite des projets. L'Anam renforcera également l'accompagnement des investisseurs et le suivi de leurs engagements.

LES INVESTISSEMENTS AU CŒUR DE LA STRATÉGIE

La mobilisation des investissements publics et privés, ainsi que le développement de partenariats internationaux favorisant le transfert de technologies, constituent d'autres axes prioritaires de la stratégie du secteur. Dans le cadre de la nouvelle loi minière, le ministère entend promouvoir les investissements nationaux publics et privés et développer des partenariats internationaux équilibrés tout au long de la chaîne de valeur, de l'exploration à la transformation. Ces partenariats doivent permettre de mobiliser des compétences techniques, des financements, des technologies et des débouchés commerciaux.

Le secteur accorde également une attention particulière à la coopération avec les pays africains, notamment à travers les échanges d'expertise dans les domaines de la géologie et de la cartographie, afin d'améliorer la connaissance des ressources et de renforcer les compétences.

UN SUIVI RÉGULIER DE L'AVANCEMENT DES PROJETS

Le ministre a souligné que la mise en œuvre des programmes fera l'objet d'un suivi périodique fondé sur l'évaluation de l'avancement concret des projets, des engagements budgétaires et des paiements. Ce suivi portera également sur les résultats des travaux de recherche et d'exploration, ainsi que le développement des capacités industrielles. Il a enfin insisté sur la nécessité de renforcer le contenu local en associant davantage les entreprises algériennes à la fourniture de biens et de services, aux activités d'ingénierie, à la maintenance et à la sous-traitance. La formation et le recours à la main-d'œuvre nationale figurent également parmi les priorités annoncées.

S. Smati

HANDICAP, FAMILLES, ENFANCE

Les priorités du budget 2027

Le budget du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme atteindra 272 milliards de dinars en crédits de paiement en 2027, contre 258 milliards en 2026. Présentant les grandes lignes de son budget devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), la ministre Soraya Mouloudji a souligné que cette progression vise à renforcer la protection sociale, à améliorer la prise en charge des catégories vulnérables et à préserver le caractère social de l'État.

Les autorisations d'engagement passeront de 255 à 270 milliards de dinars. Le budget sectoriel s'articule autour de quatre programmes : la protection des personnes à besoins spécifiques, la protection de la famille et la prise en charge de l'enfance et des personnes âgées, le développement social et l'action humanitaire, ainsi que l'administration générale.

Le programme consacré aux

personnes à besoins spécifiques bénéficiera de 35 milliards de dinars, en hausse de 9% par rapport à 2026. Le secteur prévoit notamment l'ouverture de sept nouveaux centres spécialisés pour les personnes présentant un trouble du spectre de l'autisme, après l'inauguration de quatre structures en 2026. Une enveloppe de 620 millions de dinars est destinée à leur fonctionnement.

La prise en charge éducative sera également renforcée. Le réseau spécialisé accueille plus de 40 000 enfants et adolescents dans 277 établissements, dont 30 annexes. Le dispositif d'intégration scolaire concerne 11 000 élèves répartis sur 1 545 classes spécialisées, auxquelles s'ajoutent 200 nouvelles classes ouvertes durant l'année scolaire en cours. Pour 2027, 500 millions de dinars sont prévus pour l'acquisition de bus scolaires et 1,5 milliard de dinars pour les équipements et aides techniques et pédagogiques.

Le budget prévoit aussi plus de 848 millions de dinars pour finan-

cer des réductions sur les loyers et l'acquisition de logements sociaux au profit des personnes présentant un taux d'invalidité de 100%. Une enquête nationale sur le handicap sera lancée en 2027, avec un financement de 140 millions de dinars.

Le deuxième programme, consacré à la famille, à la condition de la femme, à l'enfance et aux personnes âgées, disposera de près de 15 milliards de dinars. Le programme de la famille productive bénéficiera de 200 millions de dinars pour soutenir les petites activités familiales. En 2026, il a permis d'accompagner 1 340 bénéficiaires grâce à des aides non remboursables comprises entre 80 000 et 100 000 DA. Les crédits consacrés aux personnes âgées passeront de 600 millions de dinars en 2026 à 700 millions en 2027. Plus de 532 millions de dinars seront également mobilisés pour fournir des cartables et des fournitures scolaires aux enfants démunis.

Avec près de 209 milliards de

dinars, en hausse de 5%, le programme du développement social et de l'action humanitaire concentre la part la plus importante du budget. L'allocation forfaitaire de solidarité bénéficiera d'une enveloppe de 184 milliards de dinars en 2027. Elle concerne actuellement près de 1,5 million de personnes, auxquelles s'ajoutent plus de 327 000 personnes à charge.

L'allocation scolaire spéciale disposera de 18 milliards de dinars, après avoir bénéficié à plus de 2,7 millions d'élèves en 2026. Le réseau des cellules de proximité de solidarité sera, pour sa part, porté de 390 à 420 structures à la fin de 2027, avec plus de 6,2 milliards de dinars consacrés à ce dispositif.

Le secteur prévoit également 1,47 milliard de dinars pour l'opération de solidarité du mois de Ramadhan et 290 millions de dinars pour la création d'un stock d'urgence destiné aux interventions lors des crises et des catastrophes naturelles. Les subven-

tions aux associations sociales et humanitaires passeront de 60 millions de dinars en 2026 à 150 millions en 2027.

Enfin, les dépenses d'investissement public bénéficieront de 5,214 milliards de dinars en autorisations d'engagement, soit une hausse de 173% par rapport à 2026. Le ministère prévoit 92 opérations et aides à l'investissement public, ainsi que la création de 1 043 postes budgétaires et le recrutement de 400 personnels pédagogiques.

La ministre a également mis en avant la poursuite de la numérisation des dispositifs sociaux, notamment des allocations de solidarité et scolaire, afin d'améliorer le ciblage des bénéficiaires et la transparence dans la gestion des aides. Le secteur prévoit, par ailleurs, d'intégrer des solutions d'intelligence artificielle et de renforcer les mécanismes de contrôle et de suivi des projets d'investissement.

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ

L'Algérie monte au front

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, prendra part, aujourd'hui, à Moscou, à la 28e réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF).

Au menu des discussions : les perspectives du marché gazier mondial, la sécurité des approvisionnements et la coordination entre pays producteurs, dans un contexte de profondes mutations du secteur énergétique.

Cette réunion, présidée par le ministre d'État nigérian chargé des Ressources pétrolières, en charge du gaz, Ekperikpe Ekpo, s'inscrit dans le cadre des préparatifs du 8e sommet des chefs d'État et de gouvernement du Forum. Elle réunira les représentants des pays membres et observateurs, ainsi que des organisations et institutions internationales spécialisées dans l'énergie.

Pour l'Algérie, cette participation intervient dans un contexte marqué par les mutations du marché gazier mondial, les fluctuations des prix et l'évolution des besoins énergétiques. Autant de facteurs susceptibles d'influencer les perspectives d'exportation de l'Algérie, dont le gaz naturel constitue une ressource stratégique.

LES ÉQUILIBRES DU MARCHÉ AU CŒUR DES DISCUSSIONS

Les travaux porteront sur les perspectives du marché gazier à court, moyen et long termes, avec une attention particulière accordée à la sécurité des approvisionnements et à la stabilité des marchés.

Les participants examineront également les moyens de renforcer la coordination entre les pays producteurs, tout en tenant compte des intérêts des pays consommateurs et des impératifs liés à la transition énergétique.

Pour l'Algérie, l'enjeu est notamment d'anticiper les évolutions de la demande mondiale et leurs conséquences sur les débouchés commerciaux, les capacités de production et les stratégies d'exportation.



La concertation avec les autres producteurs constitue également un levier pour mieux appréhender les transformations du secteur.

LE GAZ À L'HORIZON 2055

Deux documents majeurs seront présentés lors de cette réunion : le rapport annuel 2026 sur le marché du gaz et la dixième édition du Global Gas Outlook 2055, consacrée aux perspectives à long terme de l'industrie gazière mondiale.

Ce rapport prospectif examine les évolutions possibles de la demande, de l'offre et des échanges internationaux au cours des prochaines décennies. Il constitue un outil

d'analyse pour les pays producteurs, notamment en matière de planification des investissements, de développement des infrastructures et d'adaptation des stratégies commerciales.

Pour l'Algérie, ces projections peuvent contribuer à éclairer les choix liés au développement de ses capacités de production et de transport, ainsi qu'à la préservation de la compétitivité de son gaz sur les marchés internationaux.

Des perspectives toutefois tributaires de plusieurs facteurs, notamment la croissance économique mondiale, les politiques énergétiques, les avancées technologiques et le rythme de la transition énergétique.

LA DÉCLARATION D'ALGER AU CENTRE DE LA CONCERTATION

Les discussions porteront également sur le suivi des engagements issus de la Déclaration d'Alger, qui met l'accent sur l'équité, la transparence et la prise en compte des intérêts des pays membres.

Le renforcement du dialogue entre producteurs figure parmi les principaux enjeux du Forum, dans un marché soumis aux tensions géopolitiques, aux variations de la demande et aux besoins croissants d'investissement dans les infrastructures énergétiques.

UN POIDS IMPORTANT DANS L'INDUSTRIE GAZIÈRE

Créé en 2001, le Forum des pays exportateurs de gaz est devenu une organisation intergouvernementale en 2008. Son siège est situé à Doha, au Qatar.

Selon les données communiquées concernant le Forum, ses 20 pays membres détiennent près de 70 % des réserves mondiales prouvées de gaz naturel. Ils représentent également 38 % de la production mondiale commercialisée, 42 % des exportations mondiales de gaz et 47 % des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL).

Ces chiffres illustrent le poids des États membres dans l'industrie gazière mondiale et le rôle du GECF comme plateforme de dialogue sur les marchés, la sécurité des approvisionnements et les perspectives du secteur. À Moscou, l'Algérie entend ainsi prendre part aux discussions sur les futurs équilibres du marché gazier et les conditions de son évolution. L'enjeu est de mieux anticiper les transformations de la demande mondiale, de préserver les débouchés à l'exportation et d'adapter sa stratégie énergétique aux nouvelles réalités du marché international.

S.R.

SOLAIRE

Une centrale géante entre en scène à El Oued

L'Algérie poursuit le déploiement de ses capacités en énergies renouvelables. Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Aidjal, se rendra aujourd'hui dans la wilaya d'El Oued pour inaugurer une centrale solaire photovoltaïque implantée dans la région d'El Foulia, dotée d'une capacité de production de 300 mégawatts-crête (MWc).

Selon le ministère de l'Énergie, cette installation est la plus importante du genre à l'échelle

nationale et figure au deuxième rang africain en termes de capacité. Sa mise en service s'inscrit dans les efforts engagés pour diversifier les sources de production électrique et accroître la part des énergies propres dans le mix énergétique national. Au-delà de cette inauguration, la visite ministérielle sera également consacrée au suivi des projets énergétiques dans la wilaya. Une réunion est prévue au siège de la wilaya, en présence des autorités locales, des élus et des

membres de l'exécutif.

Les discussions porteront sur l'état d'avancement des programmes en cours, les difficultés rencontrées sur le terrain et les moyens d'accélérer la réalisation des projets. L'enjeu est de faire avancer les investissements du secteur et de renforcer leur contribution au développement local, tout en améliorant la qualité du service public.

Par ailleurs, Mourad Adjal, a présidé, hier, une réunion consacrée à l'examen du bilan des acti-

vités du Commissariat à l'énergie atomique (COMENA) au troisième trimestre 2026 et au suivi de l'état d'avancement de la mise en œuvre de son programme d'action, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette réunion, tenue au siège du ministère en présence de plusieurs cadres centraux et de responsables du COMENA, les principales activités réalisées durant la période concernée ont été présentées et examinées, outre le suivi des dossiers ins-

crits à l'ordre du jour du Commissariat et l'évaluation de leur état d'avancement, précise le communiqué.

La réunion a également permis de faire le point sur le bilan des activités du Commissariat au troisième trimestre de l'année en cours et de suivre la mise en œuvre de son programme, afin de déterminer l'état d'avancement des travaux prévus et d'assurer la coordination autour des dossiers liés à ses activités, conclut le communiqué.

ALGÉRIE-TADJIKISTAN

Des ambitions commerciales à concrétiser

Le président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), Tayeb Chabab, a reçu l'ambassadeur du Tadjikistan en Algérie, Akram Karimi, pour examiner les perspectives de développement des échanges commerciaux et d'investissement entre les deux pays. Les discussions ont porté sur plusieurs secteurs porteurs, notamment l'énergie, l'industrie pharmaceutique, l'agricul-

ture, l'agroalimentaire et les engrais. Les deux parties ont également évoqué la relance d'un accord de coopération entre leurs chambres de commerce, l'organisation de délégations d'affaires et le partage d'informations sur les foires et salons économiques.

Tayeb Chabab a mis en avant les capacités de production et d'exportation de l'Algérie, les facilités accordées aux investisseurs ainsi

que les possibilités d'accès aux marchés africains et arabes.

De son côté, Akram Karimi a exprimé l'intérêt du Tadjikistan pour l'importation d'hydrocarbures et de produits pétroliers algériens. Il a également souligné la volonté de son pays de diversifier ses exportations agricoles et insisté sur l'amélioration des liaisons logistiques pour faciliter les échanges bilatéraux.

AGREST-EXPO 2026

Constantine mise sur les investissements agricoles

La cinquième édition d'Agrest-Expo, salon international de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire et de l'emballage de l'Est algérien, se tiendra du 28 au 31 octobre au complexe culturel Ahmed-Bey de Constantine. Plus de 160 entreprises nationales et étrangères et 15 000 visiteurs sont attendus. Organisé par Sunflower Communication, en collaboration avec l'ANCA, l'événement réunira les acteurs des filières agricoles et agroalimentaires. Des rencontres B to B, avec la participation annoncée de représentants de plus de 30 pays, sont prévues pour favoriser les partenariats et les investissements.

Le salon accordera également une place aux étudiants et aux porteurs de projets innovants, qui bénéficieront gratuitement d'espaces d'exposition pour présenter leurs initiatives et rencontrer les professionnels.

ENCADREMENT DE LA CHASSE À RELIZANE

Près de 900 autorisations délivrées

La Conservation des forêts de la wilaya de Relizane a délivré 880 autorisations de chasse terrestre afin d'encadrer cette activité et de renforcer la protection de la faune et de la biodiversité dans la région, a-t-on appris samedi auprès de cet organisme.

Lors du lancement de la saison de chasse terrestre 2026-2027, présidé par le wali de Relizane, Kamel Berkane, dans la forêt de « Point Zéro », située dans la commune de Sidi Khettab, à la limite avec la wilaya de Mostaganem, le chef du service de protection de la flore et de la faune, Yacine Boulennouar, a souligné que les bénéficiaires de ces autorisations avaient suivi des sessions de formation et de qualification portant sur la réglementation et la pratique de la chasse, conformément au cadre légal en vigueur, dans le but de préserver l'équilibre écologique et la faune sauvage. Dans ce cadre, la Conservation des forêts, en coordination avec la Fédération de wilaya de la chasse terrestre, a organisé 26 sessions de formation au profit des chasseurs. Ces sessions visent à leur permettre d'obtenir le certificat de qualification nécessaire à la délivrance d'une autorisation de chasse, après avoir réussi un examen supervisé par une commission spécialisée de la wilaya. Les chasseurs affiliés à 20 associations



locales et de wilaya ont bénéficié d'une formation théorique consacrée à plusieurs thèmes, notamment la législation relative à la chasse, l'éthique cynégétique et l'identification du gibier. La formation pratique a porté sur les techniques de maniement des armes de chasse et les premiers secours. Selon le même responsable, cette opération s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions de la loi n 04-07 relative à la

chasse. Elle vise à associer les chasseurs aux efforts de préservation de la faune, notamment à travers la lutte contre la chasse anarchique et illégale et le braconnage, en particulier ceux ciblant les espèces protégées ou menacées d'extinction, à l'instar de l'hyène rayée et du mouflon à manchettes. Dans le cadre de l'organisation et de l'encadrement de cette activité, 280 permis de chasse ont également été délivrés à ce jour. Onze zones ont été réservées à la chasse pour la saison en cours, réparties dans des massifs forestiers relevant de huit communes de la wilaya, sur une superficie totale de plus de 2 750 hectares, soit environ 250 hectares par zone. M. Boulennouar a ajouté qu'un arrêté du wali portant ouverture de la saison de chasse terrestre dans la wilaya avait récemment été publié. A l'occasion du lancement de la saison de chasse terrestre 2026-2027, une opération de plantation de 300 arbustes a été organisée dans la forêt de « Point Zéro », avec la participation de représentants de plusieurs secteurs, organismes et associations.

SAÏDA

300 lots de terrain sociaux attribués

Trois cents (300) lots de terrain sociaux destinés à l'auto-construction ont été distribués, récemment, au niveau du nouveau pôle urbain de la zone d'Aïn-Zerga, dans la commune d'Ouled-Khaled, dans la wilaya de Saïda, dans le cadre du programme des Hauts-plateaux et du Sud, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la commune. Le tirage au sort relatif à cette tranche s'est déroulé, jeudi

dernier, sous la supervision du chef de la daïra de Sidi-Boubekeur, Saïd Mansouri, et du président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Ouled-Khaled, Kada Nabi, a-t-on fait savoir de même source. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts visant à permettre aux citoyens de bénéficier de lots de terrain destinés à l'auto-construction. Elle contribue ainsi à répondre à la demande

en matière de foncier et à améliorer les conditions de vie des habitants, a souligné la même source. Cette tranche devra également contribuer à renforcer l'expansion urbaine de la commune d'Ouled-Khaled, notamment au niveau du nouveau pôle urbain de la zone d'Aïn-Zerga, qui constitue un espace destiné à accueillir des projets de logements et à abriter les équipements et les infrastructures

nécessaires pour répondre aux besoins de la population. Cette opération s'inscrit également dans le cadre des efforts visant à soutenir le développement local dans la wilaya de Saïda, à travers la mise à disposition d'assiettes foncières destinées à l'auto-construction, renforçant ainsi les possibilités d'accès au logement et contribuant à l'amélioration du cadre de vie des citoyens.

INFRASTRUCTURES SANITAIRES

Bientôt un hôpital de 60 lits à Bouandas

Un hôpital d'une capacité de 60 lits sera réceptionné dans la commune de Bouandas (Sétif) avant la fin de la prochaine année (2027), a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. Cet hôpital figure parmi les projets importants retenus pour améliorer les conditions de vie des habitants de la région et répondre à leurs besoins, a précisé la même source qui a estimé à 30 % le taux d'avancement des travaux de ce projet qui ont été temporairement suspendus à cause des intempéries, en plus de l'enga-

gement de travaux supplémentaires imposés par la nature du terrain. Selon les mêmes services, des instructions ont été données pour rattraper le retard accusé et accélérer le rythme des travaux par le renforcement des chantiers en moyens humains et matériels avec le respect des normes techniques et de qualité afin de réceptionner le projet dans les délais contractuels. Cette structure sanitaire est appelée à terme à améliorer la couverture sanitaire à Bouandas et dans les communes voisines et à rapprocher les pres-

tations sanitaires des citoyens, outre le renforcement des capacités de prise en charge des patients et de réponse aux besoins de la population de la région, a-t-on indiqué. La wilaya de Sétif compte un centre hospitalo-universitaire, 5 établissements publics hospitaliers, 3 établissements hospitaliers spécialisés (rééducation fonctionnelle, psychiatrie et anti-cancer), 9 établissements publics de santé de proximité, 68 polycliniques et 230 salles de soins, selon les données de la direction de wilaya de la santé.

RACCORDEMENT AU GAZ NATUREL À MILA

Lancement prochain de sept projets

Les travaux de réalisation de sept (7) projets de raccordement au réseau de gaz naturel des mechtas de plusieurs communes de la wilaya de Mila seront « prochainement » lancés, selon les services de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Le chef du service de communication de cette direction, Reda Fergani a précisé à l'APS que ces projets,

financés par les programmes publics d'amélioration du cadre de vie des citoyens, visent à raccorder plus de 650 foyers au réseau de distribution de gaz naturel. Les communes concernées sont Grarem Gouga où 50 foyers des mechtas Bateha et Ain Defla seront desservis et Rouached où 121 foyers des mechtas Amamra Gaa El-Kef et Ouled Saâda seront raccordés,

selon la même source. Ces projets concernent aussi 151 foyers de la mechta Bourouche (commune d'Amira Arrès), 33 foyers des mechtas Baghla et Kehala (commune d'Oued Endja) et 36 foyers de la mechta Bir Boukchiche (commune de Teleghema), a ajouté la même source. Cette énergie sera également acheminée à 146 foyers de la mechta Brawak dans la

commune de Minar Zerza et à 115 foyers de la mechta El Ma Labiod de la commune de Tadjenanet. Les services de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz parachevent actuellement les procédures administratives requises pour ces projets dont les travaux seront lancés dans les quelques prochains jours, a-t-on indiqué.

MÉDÉA

Plus de 500 logements LPL réceptionnés en novembre

Plus de 500 logements publics locatifs (LPL) seront distribués dans plusieurs communes de la wilaya de Médéa, à l'occasion de la célébration du 72ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er novembre 1954, ont assuré les services de la wilaya. Les listes provisoires des bénéficiaires de ce quota de logements ont été affichées au niveau des communes concernées. Les décisions d'attribution définitive seront remises, après l'examen d'éventuels recours introduits auprès de la commission chargée de cette opération. Selon les services de la wilaya, un quota de 200 logements publics locatifs sera distribué lors des célébrations du 1er novembre 1954 au niveau de la commune de Médéa, 92 autres à El-Azzizia, ainsi qu'un quota de 232 logements LPL répartis entre des bénéficiaires issus des communes de Tamesguida, Oued Harbil, Benchicao, Bir Benabed, Tablat, Mezghena, Si Mahdjoub, Robeia et Souagui, soit un total de 524 logements. Un quota composé de 477 logements, dont 340 logements publics locatifs, 137 logements promotionnels aidés (LPA) et 1922 aides à l'habitat rural, a été distribué durant l'année 2026, a-t-on rappelé.

TISSEMSILT

Mise en service d'un complexe frigorifique

Un complexe frigorifique destiné au stockage des fruits, des légumes et des viandes est récemment entré en service dans la wilaya de Tissemsilt, avec une capacité totale avoisinant les 5 000 m³, a-t-on appris samedi auprès de la cellule d'information et de communication de la wilaya. Située dans la zone de Sidi Mansour, dans la commune de Khemisti, cette infrastructure devrait contribuer au renforcement des capacités de stockage de la wilaya et à l'amélioration de l'approvisionnement du marché local en produits alimentaires d'origine végétale et animale, selon la même source. Baptisé « Frigo Medit », ce complexe comprend neuf chambres frigorifiques, dont sept, d'une capacité totale de 4 000 m³, sont destinées à la conservation de différentes variétés de fruits et légumes. Les deux autres chambres, équipées de systèmes de réfrigération à basse température, sont réservées au stockage des viandes de différentes catégories. Cette infrastructure devrait également contribuer au soutien des agriculteurs et à la régulation du marché local, notamment par l'absorption des excédents de production et la réduction des pertes liées à la détérioration des produits périssables. Elle devrait, en outre, générer des dizaines d'emplois au profit des jeunes.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Contrôle des centres de formation des conducteurs

Les directions des Transports à travers les wilayas du pays ont procédé aux opérations d'inspection et de contrôle des centres de formation pour l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle des conducteurs de véhicules de transport de marchandises et de personnes, ainsi que des conducteurs de véhicules de transport routier de matières dangereuses, a indiqué, hier, un communiqué du ministère des Transports. Cette démarche intervient «en application des instructions du ministre des Transports, Said Sayoud, visant à renforcer les mesures de contrôle et à garantir la sécurité en matière de transport terrestre», lit-on dans le communiqué. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de «la vérification de la conformité des centres aux programmes d'enseignement agréés ainsi qu'aux dispositions du cahier des charges régissant cette activité, en vue de garantir la qualité de la formation, d'améliorer les compétences des conducteurs et d'ancrer les conditions de sécurité dans le transport routier des personnes, des marchandises et des matières dangereuses», conclut la même source.

TOURISME THERMAL

Guelma accueille un Forum national

L'accueil de l'événement par la wilaya de Guelma découle de sa position de «berceau du tourisme thermal national et de modèle vivant des capacités et atouts que recèle l'Algérie dans ce domaine.

La wilaya de Guelma abritera, les 26 et 27 octobre, le Forum national du tourisme thermal, avec la participation de plus de 200 acteurs du secteur, a indiqué jeudi un communiqué du ministère du Tourisme et de l'Artisanat. L'organisation de ce forum s'inscrit dans le cadre de «la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à valoriser les atouts naturels et thermaux dont recèle l'Algérie, en tant que composante authentique du tourisme national et pilier essentiel pour le soutien du développement économique local», précise le communiqué. L'accueil de l'événement par la wilaya de Guelma découle de sa position de «berceau du tourisme thermal national et de modèle vivant des capacités et atouts que recèle l'Algérie dans ce domaine, grâce aux vertus thérapeutiques exceptionnelles de ses eaux et à son patrimoine naturel hors pair, notamment ses stations thermales renommées, particulièrement Hammam Debagh et Hammam Ouled Ali». Ce forum verra la participation de «plus de 200 acteurs du secteur, entre experts et académiques nationaux et internationaux, investisseurs et représentants d'établissements thermaux des secteurs public et privé, ainsi que des médecins spécialistes en médecine thermique et des représentants des collectivités locales et de différents secteurs ministériels», précise-t-on de même source.

L'évènement sera également marqué par la présence de plusieurs diplomates, ce qui témoigne de «l'intérêt international pour le tourisme thermal algérien et les perspectives de renforcement de la coopération touristique



entre l'Algérie et les pays frères et amis». Le forum vise également à faire connaître «les potentialités naturelles et minérales ainsi que les sites thermaux historiques dont recèle l'Algérie, et à valoriser leurs atouts thérapeutiques et thermaux et leur dimension patrimoniale». Les travaux de cette rencontre s'articuleront autour de plusieurs axes fondamentaux, notamment «la modernisation des stations thermales conformément aux normes internationales, l'encouragement de l'investissement touristique thermal et de l'innovation, ainsi que la facilitation des procédures au profit des opérateurs économiques pour la réalisation de projets modernes alliant la thérapie naturelle, loisirs et détente». Les axes des travaux porteront

également sur «la formation des ressources humaines et le renforcement des compétences des personnels exerçant dans les stations thermales, ainsi que sur la commercialisation et la promotion touristique de ce produit stratégique aux niveaux national et international, en vue d'attirer les touristes et les investisseurs». Dans le même contexte, les travaux évoqueront «l'intégration du tourisme thermal dans des circuits touristiques intégrés contribuant à la valorisation du patrimoine naturel et culturel des régions, outre l'élaboration d'une feuille de route opérationnelle visant à remédier aux insuffisances enregistrées et à garantir une exploitation optimale des ressources naturelles et thermales».

RÉUNION DU GROUPE HISTORIQUE DES SIX
Le 72^e anniversaire commémoré à Alger

Le 72e anniversaire de la réunion du groupe historique des Six, tenue dans le cadre des préparatifs ayant précédé le déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er novembre 1954, a été commémoré, vendredi, dans la commune de Raïs Hamidou à Alger. La cérémonie commémorative s'est déroulée sous la supervision du wali délégué de la circonscription administrative de Bab El Oued, M. Mohamed Hamidat, en présence du chef de cabinet du président du Conseil de la nation, M. Makhlouf Sahel, du député à l'Assemblée populaire nationale (APN), El Hadj Bettaybi, ainsi que du chef de cabinet du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit, Karim Belhadad, indique un communiqué des services de la wilaya d'Alger. Ont également pris part à cette cérémonie les présidents des Assemblées populaires communales de Raïs Hamidou, de Bab El Oued et de Bologhine, ainsi que des représentants des autorités sécuritaires et militaires, de la

famille révolutionnaire et de la société civile, précise la même source. A cette occasion, une gerbe de fleurs a été déposée, suivie de la récitation de la Fatiha à la mémoire des braves chouhada, de la levée du drapeau national et de l'écoute de l'hymne national. Cette commémoration a été l'occasion de revenir sur cette étape historique marquée par la réunion secrète, le 23 octobre 1954, de six figures emblématiques du mouvement national, à savoir Mostefa Ben Boulaïd, Larbi Ben M'hidi, Mohamed Boudiaf, Krim Belkacem, Didouche Mourad et Rabah Bitat, tenue au domicile du moudjahid Mourad Boukhouira à Raïs Hamidou, (anciennement La Pointe Pescade), dans le cadre des préparatifs ayant précédé le déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, laquelle a constitué un tournant décisif dans la lutte du peuple algérien pour le recouvrement de sa souveraineté nationale.

APS

MASCARA

Le moudjahid Filali Boualam inhumé au cimetière de Tighennif

La dépouille du moudjahid Filali Boualam, décédé jeudi à l'âge de 91 ans, a été inhumée vendredi après-midi au cimetière «Sidi Ali Benyassaad», dans la commune de Tighennif (wilaya de Mascara), a-t-on appris auprès de la direction des Moudjahidine et des Ayants droit. Les funérailles du défunt se sont déroulées en présence de cadres de cette direction, de membres de la famille révolutionnaire, des proches du défunt ainsi qu'une foule de citoyens, a précisé la même source. Né en 1935 dans la commune de Tighennif, le défunt avait rejoint les rangs de la glorieuse Révolution de libération nationale en 1959, au sein de la sixième région de la cinquième wilaya historique. Il activait alors au sein de l'organisation civile du Front de libération nationale (FLN) dans cette région, en qualité de «moussabil», selon la même source. Entre 1960 et 1962, le défunt avait été chargé de recruter des jeunes des zones rurales avoisinant la ville de Tighennif pour intégrer dans les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN), a indiqué la même direction. A la suite de cette douloureuse disparition, le wali de Mascara, Fouad Aïssi, a adressé un message de condoléances à la famille du moudjahid Filali Boualam, dans lequel il lui a exprimé ses sincères condoléances et sa profonde compassion, selon la cellule de communication des services de la wilaya.

LIBAN

Le Hezbollah revoit son soutien militaire à l'Iran

Alors que les négociations militaires entre Beyrouth et Tel-Aviv piétinent sous l'égide américaine, le Hezbollah aurait fait savoir qu'il ne s'engagerait pas dans une nouvelle guerre contre l'Iran. Sur le front libanais, l'absence d'accord sur les mécanismes de vérification et les menaces sionistes font craindre une nouvelle escalade.

Le Hezbollah ne souhaiterait pas intervenir militairement en soutien à l'Iran en cas de nouvelle guerre visant la République islamique. C'est ce qu'auraient indiqué les responsables du parti au président du Parlement libanais, Nabih Berri, qui aurait à son tour transmis ce message au président de la République, Joseph Aoun, selon des sources parlementaires et ministérielles libanaises citées par le quotidien Asharq Al-Awsat.

Cette position traduirait la prudence du mouvement chiite face aux conséquences politiques et populaires d'une nouvelle intervention. Selon les mêmes sources, le Hezbollah serait conscient des réactions que pourrait susciter, au sein de sa propre base, une décision de s'engager une nouvelle fois dans un conflit régional pour soutenir Téhéran.

Une éventuelle intervention constituerait également un nouveau revers pour Nabih Berri, qui avait assuré Joseph Aoun et le Premier ministre, Nawaf Salam, que le parti ne prendrait pas part aux hostilités, en se référant aux engagements de son secrétaire général, Naïm Qassem. L'intervention du Hezbollah en mars dernier avait ainsi placé le président du Parlement dans une situation délicate vis-à-vis des dirigeants libanais.

LES NÉGOCIATIONS DE TAMPA DANS L'IMPASSE

Sur le front diplomatique, les discussions entre les délégations militaires libanaise et sioniste, organisées de mardi à jeudi à Tampa, sous l'égide des États-Unis, n'ont enregistré aucune avancée concrète. Selon des sources libanaises proches des négociations, aucun accord n'a été trouvé sur les questions abordées. Les deux parties auraient néanmoins convenu de poursuivre les discussions, avec l'espoir de voir



Washington jouer un rôle déterminant dans la recherche d'une issue.

Avant cette rencontre, la présidence libanaise avait annoncé que la délégation militaire de Beyrouth présenterait plusieurs revendications, notamment la cessation des attaques sionistes et le respect de l'accord-cadre conclu entre les deux pays.

Le Liban réclame en particulier l'arrêt des frappes aériennes, des explosions et des opérations de démolition dans le sud du pays, le retrait sioniste des territoires occupés ainsi que la libération des prisonniers. Beyrouth demande également que les agriculteurs puissent accéder librement à leurs terres dans les zones frontalières et procéder à la récolte des olives, malgré les menaces persistantes.

LE MÉCANISME DE VÉRIFICATION AU CŒUR DU DIFFÉREND

Parmi les principaux points de blocage figure la mise en place d'un mécanisme de vérification destiné à superviser l'application des arrangements sécuritaires, à faire avancer les mesures dans les zones pilotes et à préparer le déploiement de l'armée libanaise. Les divergences portent notamment sur l'identité de l'instance chargée de contrôler l'exécution des engagements. L'entité sioniste souhaiterait instaurer une salle de coordination commune ou un canal de communication direct avec l'armée libanaise, afin de participer à la supervision du retrait des armes des zones où le Hezbollah est présent et des installations militaires concernées.

Beyrouth rejette cette option et privilè-

gie le recours à une instance des Nations unies ou à un organisme international indépendant. Cette divergence illustre la difficulté de parvenir à un dispositif acceptable pour les deux parties, alors que plusieurs dispositions de l'accord restent inappliquées.

L'ENTITÉ SIONISTE DURCIT LE TON

Les perspectives de progrès diplomatique demeurent incertaines, d'autant que les déclarations du ministre sioniste de la Défense, l'entité sioniste Katz, sont venues accentuer les tensions au moment même où se déroulaient les discussions de Tampa.

Mardi, Katz a affirmé que l'armée sioniste contrôlait une zone de sécurité d'environ 700 kilomètres carrés à l'intérieur du territoire libanais. Il a assuré que les forces sionistes ne se retireraient pas avant le désarmement complet du Hezbollah dans l'ensemble du Liban.

Le responsable sioniste a également évoqué la possibilité d'une avancée vers Nabatiyé et le Litani, dans le but d'étendre durablement cette zone. Il a, en outre, menacé de frapper directement la banlieue sud de Beyrouth en cas d'attaque contre les localités du nord de l'entité sioniste.

Dans ce contexte, les négociations militaires devraient se poursuivre sans garantie de résultats rapides. Selon les sources citées par Asharq Al-Awsat, la reprise des négociations politiques ne devrait pas intervenir avant la fin des échéances électorales en l'entité sioniste et aux États-Unis. Entre les divergences sur les garanties sécuritaires, les exigences sionistes et la prudence affichée par le Hezbollah, la recherche d'un règlement durable au Liban reste ainsi suspendue à l'évolution du rapport de force régional et à l'implication américaine.

R.I/Agences

SUR FOND DE TENSIONS RÉGIONALES Pezeshkian attendu à Moscou

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, se rendra à Moscou la semaine prochaine pour rencontrer son homologue russe, Vladimir Poutine, dans un contexte régional marqué par de fortes tensions et par l'impasse des négociations entre Téhéran et Washington. Cette visite s'inscrit dans la continuité des consultations entre les deux pays, déterminées à consolider leur coopération politique, économique et stratégique.

L'annonce a été faite par le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, à la suite de la visite effectuée lundi à Téhéran par son homologue russe, Sergueï Lavrov. Selon Araghchi, les discussions ont porté sur le développement des relations bilatérales, la mise en œuvre des accords conclus entre les deux pays et le renforcement de leur partenariat stratégique global.

« Nous avons souligné l'importance de poursuivre les consulta-

tions afin de préserver nos intérêts communs et de renforcer la paix et la stabilité régionales », a indiqué le chef de la diplomatie iranienne, cité par l'agence officielle Mehr. Il a précisé que ce dialogue se poursuivrait la semaine prochaine à Moscou, en présence des dirigeants des deux pays.

Au-delà du renforcement des relations bilatérales, cette rencontre intervient dans un environnement régional particulièrement sensible, marqué notamment par les tensions dans le détroit d'Ormuz et les difficultés à relancer les discussions entre l'Iran et les États-Unis.

MOSCOU PLAIDE POUR UNE DÉESCALADE

La visite de Sergueï Lavrov à Téhéran, sa première depuis le déclenchement de la guerre le 28 février, a permis aux deux parties de réaffirmer leur volonté de maintenir leur coopération malgré les difficultés. Le ministre russe a notamment appelé à un



retour à la situation qui prévalait avant le conflit dans le détroit d'Ormuz, plaidant pour le rétablissement de la liberté de navigation et des garanties contre toute nouvelle agression.

Lavrov a également exprimé la

disponibilité de Moscou à contribuer à la recherche d'une issue à la crise. À la veille de son déplacement en Iran, il avait souligné que les efforts russes visaient à empêcher une reprise d'une guerre de grande ampleur, alors que les négociations entre Téhéran et Washington restent dans l'impasse.

Sur le plan économique, le chef de la diplomatie russe a assuré que son pays n'entendait pas renoncer aux accords économiques et aux projets d'investissement conclus avec l'Iran, malgré un contexte difficile. Il a notamment fait état du retour progressif des experts russes à la centrale nucléaire de Bouchehr et d'une progression de 21 % des échanges commerciaux entre les deux pays au cours de l'année dernière.

UNE COOPÉRATION AUX JEUX RÉGIONAUX

De son côté, Abbas Araghchi a directement mis en cause les

États-Unis, estimant que les restrictions économiques imposées à son pays contribuaient à l'insécurité régionale. Le ministre iranien a également souligné que les relations avec la Russie avaient pris une nouvelle dimension depuis l'entrée en vigueur de l'accord de partenariat stratégique global.

Les présidents iranien et russe s'étaient récemment rencontrés au Turkménistan. Début octobre, Vladimir Poutine avait déjà fait part à Massoud Pezeshkian de la disponibilité de Moscou à participer aux efforts de médiation.

La prochaine rencontre au Kremlin devrait ainsi offrir aux deux dirigeants l'occasion de poursuivre leurs concertations sur les dossiers bilatéraux et les évolutions régionales. Pour Téhéran comme pour Moscou, le maintien du dialogue et la préservation des engagements économiques constituent des enjeux majeurs, alors que les tensions régionales continuent de faire peser le risque d'une nouvelle escalade.

FIFA

Contesté, Infantino refuse de lâcher le trône

Pris dans la tourmente après la polémique autour d'un projet de cession de droits commerciaux de la FIFA à des investisseurs privés, Gianni Infantino défend sa présidence et prépare l'échéance électorale de mars 2027.

Gianni Infantino n'entend pas céder les commandes de la FIFA. Malgré les critiques suscitées par un projet visant à ouvrir une partie des intérêts commerciaux de l'instance à des investisseurs privés, le président de l'organisation mondiale du football défend sa position et rejette l'hypothèse d'un départ anticipé.

Dans un entretien accordé à la BBC, le dirigeant suisse a mis en avant le soutien dont il affirme bénéficier auprès des 211 fédérations membres de la FIFA, tout en écartant l'idée d'une démission.

Au cœur de la controverse figure le projet « FIFA Forward Enterprise » (FFE), qui prévoyait notamment l'ouverture du capital d'une structure chargée de gérer certains intérêts commerciaux de la FIFA à des investisseurs privés. Face aux critiques, l'instance a finalement abandonné cette initiative. Ce retrait n'a toutefois pas mis fin aux interrogations sur les condi-



tions d'élaboration et de présentation du projet.

Plusieurs responsables du football ont dénoncé un manque de transparence dans la conduite du dossier. L'UEFA a notamment adressé à la FIFA une série de 42 questions portant sur 12 sujets et réclamé des réponses ainsi que des documents avant le 2 novembre. Elle estime que plusieurs points essentiels restent sans réponse, notamment le

processus décisionnel ayant conduit à la proposition FFE. <Cite refs={["turn373205search0","turn373205news24"]}/>

La gestion de cette affaire a également été critiquée lors d'une réunion du Conseil de la FIFA. Infantino a reconnu des insuffisances dans la communication avec les fédérations et présenté des excuses concernant le projet. La FIFA affirme vouloir répondre aux questions

soulevées, tout en invoquant la confidentialité de certains échanges et documents internes.

UNE PRÉSIDENTE SOUS PRESSION

Interrogé sur sa capacité à poursuivre son mandat, Infantino a rappelé qu'il avait été élu par les fédérations membres. Le président de la FIFA défend ainsi une conception de sa légitimité fondée sur le soutien des associations nationales, appelées à décider de l'avenir de la direction de l'instance.

Pour conforter sa position, il met en avant les appuis dont il affirme bénéficier, notamment en Afrique et en Asie. Ses déplacements au Maroc, en République dominicaine, au Cap-Vert et au Japon s'inscrivent dans cette séquence précédant l'élection présidentielle prévue en mars 2027. Dans le même temps, Infantino a proposé d'augmenter de 3,4 milliards de dollars les financements consacrés au développement du football. Cette enveloppe supplémentaire doit renforcer les moyens attribués aux fédérations membres pour la période 2027-2030, alors que la question du financement du football mondial occupe une place centrale dans les débats sur le projet FFE. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 18 novembre. À ce stade, aucun concurrent ne s'est officiellement déclaré. L'issue de la crise actuelle et les réponses apportées aux demandes de transparence de l'UEFA pourraient peser sur le climat entourant la prochaine échéance électorale.

BUNDESLIGA

Dortmund met la pression sur le Bayern

Le Borussia Dortmund a pris le meilleur sur l'Eintracht Francfort (1-0), avant-hier, lors de la 7e journée de Bundesliga. Grâce à ce succès décroché au Westfalenstadion, le club allemand s'empare provisoirement de la première place et compte désormais trois points d'avance sur le Bayern Munich, qui affronterait Fribourg hier.

Face à une équipe de Francfort bien organisée, Dortmund a longtemps peiné à trouver la faille. Les visiteurs ont résisté durant près de 80 minutes, avant de céder sous l'impulsion de deux joueurs entrés en cours de

jeu. La délivrance est intervenue à la 80e minute. Entré à la 79e minute, l'Anglais Jobe Bellingham a fait la différence en fixant son défenseur avant de servir Maximilian Beier à l'entrée de la surface. Lancé dans la rencontre à la 68e minute, l'attaquant allemand a conclu l'action d'une belle frappe à mi-hauteur pour inscrire l'unique but de la partie.

Ce but a récompensé les choix du staff technique de Dortmund, dont les changements se sont révélés déterminants pour débloquer une rencontre jusque-là fermée.

Sans livrer une prestation particulière-

ment spectaculaire, le Borussia a assuré l'essentiel en empochant trois points précieux. Cette victoire lui permet de prendre provisoirement les commandes du championnat allemand et de mettre la pression sur son rival bavarois.

Le Bayern Munich aura l'occasion de réagir dimanche contre Fribourg. En attendant, Dortmund savoure un succès qui confirme l'importance de la profondeur de son effectif, ses remplaçants ayant joué un rôle décisif dans cette courte victoire.

BALLON D'OR 2026

Lamine Yamal anticipe déjà un éventuel sacre

À quelques heures de la cérémonie du Ballon d'Or, prévue à Londres, Lamine Yamal aurait déjà préparé les détails de sa soirée. Selon des informations rapportées par le journaliste Víctor Navarro et relayées par la presse espagnole, l'attaquant du FC Barcelone aurait prévu de rejoindre la capitale britannique en jet privé avec ses proches, avant de célébrer un éventuel sacre à Paris.

UN DÉPLACEMENT EN JET PRIVÉ

D'après les informations relayées par Onze Mondial, le jeune international espagnol aurait affrété un jet privé pour rejoindre Londres après le Clásico face au Real Madrid, disputé hier soir. Il effectuerait ainsi le déplacement séparément de la délégation barcelonaise.

Cette organisation lui permet-

trait de se rendre directement à la cérémonie, accompagné de ses proches, pour assister au verdict du vote.

PARIS POUR CÉLÉBRER UN ÉVENTUEL SACRE

Lamine Yamal aurait également anticipé les festivités en cas de victoire. Selon la même source, une soirée serait prévue à Paris avec son entourage et son équipe

pour célébrer cette distinction individuelle.

À seulement 19 ans, le prodige du Barça figure parmi les prétendants au prestigieux trophée, au terme d'une saison marquée par ses performances sous les couleurs catalanes. Reste désormais à savoir si les votes lui permettront de décrocher le Ballon d'Or et de transformer ses préparatifs en célébration.

PREMIER LEAGUE

Manchester City chute

Après sept victoires consécutives, Manchester City a perdu son invincibilité à Birmingham. Aston Villa a pris les devants dès la 6e minute grâce à Nicolas Jackson, avant qu'Erling Haaland n'égalise au retour des vestiaires (52e). Mais Jackson, auteur d'un doublé à la 60e minute, a offert une précieuse victoire aux hommes d'Unai Emery.

Arsenal a profité de ce faux pas pour signer un nouveau succès à domicile face à Everton. Ezri Konsa a ouvert le score à la 7e minute, avant que Gabriel ne fasse le break à la 69e. Solides défensivement, les Londoniens ont préservé leur avantage et enregistré une nouvelle victoire sans encaisser de but. Dans les autres rencontres, Tottenham a dominé Chelsea (2-0), grâce à un but contre son camp de Mike Penders à la 77e minute et une réalisation de Mathys Tel à la 87e. Réduits à dix après l'expulsion de Cole Palmer, les Blues n'ont pas réussi à inverser la tendance.

Au classement, Manchester City et Arsenal totalisent désormais 21 points. Les Citizens conservent provisoirement la tête, mais leur première défaite permet aux Gunners de revenir dans la course. Les prochaines journées s'annoncent déterminantes pour les deux prétendants au titre.

SERIE A

La Roma résiste à Naples

L'AS Rome a évité la défaite au terme d'un match riche en rebondissements face à Naples (3-3), avant-hier, au stade Diego Armando Maradona, lors de la huitième journée de Serie A. Menés à plusieurs reprises, les Romains ont trouvé les ressources nécessaires pour revenir au score et préserver leur invincibilité.

Naples a ouvert la marque à la 28e minute grâce à André-Frank Zambo Anguissa, auteur d'une superbe reprise acrobatique. Au retour des vestiaires, Scott McTominay a doublé la mise de la tête (48e), plaçant les locaux en position favorable.



LIGUE 1

La JSK sur le podium

Le derby algérois entre l'USMA et le CRB s'est achevé sur un score de parité.

La lutte pour les premières places se resserre en Ligue 1 Mobilis. La 7e journée, dont plusieurs rencontres se sont disputées samedi, a été marquée par la démonstration de la JS Kabylie à Khenchela et le scénario renversant du derby algérois, où le CR Belouizdad a laissé échapper une victoire qui lui tendait les bras.

Le CR Belouizdad peut nourrir des regrets. Bien partis pour remporter le derby face à l'USM Alger, les Rouge et Blanc ont finalement été rejoints au score (2-2), après avoir mené de deux buts.

Mohamed Ali Ben Hammouda a frappé à deux reprises sur penalty, aux 8e et 28e minutes, donnant un avantage confortable au Chabab. Mais l'USMA n'a pas abdiqué. Ramdaoui a relancé les siens dans le temps additionnel de la première période, avant l'égalisation des Rouge et Noir après la pause.

Ce partage des points porte le total du CRB à 14 unités, le maintenant dans la course aux premières places, derrière le MC Oran. L'USMA reste cinquième avec 10 points.



LES CANARIS ENVOIENT UN SIGNAL FORT

À Khenchela, la JS Kabylie n'a laissé aucune chance à son adversaire. Les Canaris se sont imposés avec autorité (3-0), construisant leur succès en seconde période. Messaoudi, auteur d'un doublé aux 49e et 65e minutes, a largement contribué à cette victoire.

Avec 13 points au compteur, la JSK grimpe à la troisième place et confirme ses ambitions. Ce succès à

l'extérieur constitue l'un des résultats marquants de cette journée.

Autre performance notable, celle du CR Témouchent, vainqueur de l'ES Sétif sur sa pelouse (2-1). Le nouveau promu signe une précieuse victoire qui lui permet de remonter à la huitième place avec huit points.

CHLEF ET LA SAOURA TOUJOURS EN DIFFICULTÉ

L'ASO Chlef n'a pas réussi à renouer avec la victoire face au MB

Rouissat (1-1).

Les Chélifiens enregistrent un troisième match nul consécutif, tandis que leur adversaire confirme sa bonne dynamique et occupe la quatrième place avec le même nombre de points que la JSK.

De son côté, la JS Saoura a été tenue en échec par l'ES Ben Aknoun (0-0).

Un résultat qui ne permet pas aux Sudistes d'améliorer leur situation au classement.

L'ASO Chlef totalise cinq points et la JS Saoura quatre, tandis que l'ES Ben Aknoun compte sept unités.

Vendredi, le MC Oran avait concédé un nul vierge sur le terrain de la JS El Biar (0-0), alors que l'Olympique Akbou avait signé une victoire convaincante face au CS Constantine (3-0).

La journée se clôturera mardi à 15h avec l'affiche entre l'US Biskra, lanterne rouge, et le MC Alger, champion en titre.

Le Doyen tentera de profiter de ce déplacement pour rester au contact des équipes de tête.

Rafik G.

NORVÈGE

Chiakha confirme son efficacité

Amin Chiakha poursuit sur sa lancée avec Rosenborg. De retour de suspension, l'attaquant algérien a retrouvé le chemin des filets face à HamKam, avant-hier. À 20 ans, il totalise 15 buts et 3 passes décisives en 23 apparitions en championnat cette saison, selon DZfoot. Une efficacité qui confirme son importance offensive et renforce ses ambitions en vue des prochaines échéances avec les Verts.

SERIE A

Belghali propulse le Torino

L'international algérien Rafik Belghali a inscrit son premier but avec le Torino, vainqueur de Monza (3-2), vendredi, lors de la 8e journée de Serie A. Auteur d'une superbe frappe de plus de 20 mètres, le latéral de 24 ans porte son bilan à un but et trois passes décisives en six apparitions. Prêté par l'Hellas Vérone, il confirme son excellent début de saison.

CR BELOUIZDAD

Nabil Maâloul démissionne !

Le CR Belouizdad est plongé dans une nouvelle zone de turbulences. À l'issue du derby algérois face à l'USM Alger, disputé avant-hier soir au stade du 5-Juillet dans le cadre de la 7e journée de Ligue 1 Mobilis et conclu sur un score de parité (2-2), l'entraîneur tunisien Nabil Maâloul a annoncé sa démission, à la surprise générale, en pleine conférence de presse d'après-match.

Alors que les deux équipes venaient de livrer une rencontre intense et riche en rebondissements, le technicien du Chabab s'est présenté devant les médias pour revenir sur la prestation de ses joueurs et les conséquences de ce résultat. Visiblement déçu de ne pas avoir décroché les trois points, Maâloul a rappelé l'importance de cette confrontation dans la course aux premières places.

« Depuis le début de la saison, nous nous efforçons avec la direction de remporter tous les matchs. Si vous voulez jouer les premiers rôles, il faut gagner les matchs »,

a-t-il expliqué, soulignant ensuite l'occasion manquée par son équipe de prendre ses distances avec son rival. « Aujourd'hui, il y avait trois points d'écart. Si on gagnait aujourd'hui, cela passait à six points, et psychologiquement, on sortait l'USMA de la course. [...] C'était un match à plus de six points », a-t-il poursuivi.

Malgré cette frustration, l'entraîneur tunisien a tenu à saluer l'engagement de ses joueurs, estimant que ces derniers avaient livré une prestation convaincante. « Nous avons joué pour gagner, mais malheureusement nous n'avons pas pu. Je remercie les joueurs, ils ont fait un très grand match », a-t-il déclaré.

Personne ne s'attendait toutefois à la suite de son intervention. Au moment de conclure sa prise de parole, Nabil Maâloul a surpris l'assistance en annonçant son intention de quitter le club de Laâqiba. Dans un dernier message empreint d'émotion, il a tenu à remercier les responsables du



CRB, notamment la société Madar, le président ainsi que les suppor-

ters pour leur accueil. « Je tiens à remercier Madar

pour tout ce qu'elle a fait pour le CRB, le président, ainsi que tout le public et tout le peuple du CRB sur cet accueil chaleureux... Je ne veux plus continuer. Merci », a-t-il lancé avant de se lever et de quitter la salle.

Cette annonce inattendue ouvre une période d'incertitude pour le Chabab, qui doit désormais gérer le départ annoncé de son entraîneur alors que la saison est encore loin de son terme. La direction du club devra rapidement clarifier la situation et envisager la suite, avec pour priorité de préserver la stabilité du groupe et de maintenir les ambitions sportives de l'équipe.

Si les raisons précises de cette décision restent à éclaircir, le timing de cette démission constitue un véritable coup de tonnerre pour le CR Belouizdad, au lendemain d'un derby qui aurait pu lui permettre de frapper un grand coup dans la course au sommet du championnat.

R G.

MONDIAUX FIFA U15

L'Algérie fait tomber l'Argentine

La sélection algérienne des moins de 15 ans a réussi ses débuts au Festival FIFA U15 2026 en s'imposant face à l'Argentine (1-0), à Bakou, en Azerbaïdjan. Abdelkrim Meharzi a inscrit l'unique but de la rencontre, offrant aux jeunes Verts une victoire encourageante. Engagée dans une compétition organisée du 22 au 30 octobre, l'Algérie devait affronter le Suriname et le Taipei chinois hier, avant de croiser le Malawi et Oman aujourd'hui. Cette manifestation se distingue par son format à huit contre huit et l'absence d'élimination au premier tour. Les équipes seront ensuite réparties en six niveaux de performance, avec un titre mondial réservé au vainqueur du niveau A.

LIGUE 2 – CENTRE-OUEST

L'USM Blida garde la tête

L'USM Blida a conforté provisoirement sa place de leader du Groupe Centre-Ouest de la Ligue 2, en décrochant un précieux match nul (0-0) sur la pelouse du MC Saïda, vendredi dernier, à l'occasion de la 7e journée. De son côté, le WA Tlemcen a renoué avec la victoire en s'imposant face à la JS Taghit (2-0).

Dans l'affiche de cette journée, l'USM Blida et le MC Saïda se sont neutralisés au terme d'une rencontre dis-

putée. Ce résultat permet aux Blidéens de préserver leur première place avec 17 points au compteur, soit trois longueurs d'avance sur le RC Kouba et le GC Mascara.

Cette avance reste toutefois provisoire, puisque les deux poursuivants n'ont pas encore disputé leurs rencontres de la journée. Le RC Kouba se déplace chez la JSM Tiaret, tandis que le GC Mascara affronte l'ESM Koléa. Des résultats favorables pourraient ainsi

resserrer la lutte en tête du classement.

En difficulté au classement, le WA Tlemcen a réalisé une bonne opération en dominant la JS Taghit, avant-dernière du championnat, sur le score de 2 buts à 0. Un succès important pour le Widad, qui grimpe provisoirement à la neuvième place avec sept points.

Les Tlemcéniens peuvent également nourrir l'espoir d'améliorer leur situation, puisqu'ils comptent encore un match en retard face au RC Arbaâ.

Mots Croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

HORIZONTALEMENT
1- Ville algérienne - Donné de nature. 2- Colère - Désagréable. 3- Sur lequel le cavalier appuie les pieds - Glace. 4- Négation - Juste. 5- Peu fréquent - Vapeur se dégageant d'un liquide en ébullition. 6- Répand - Couleur. 7- Corps chimique organique - Article. 8- Atome portant une charge électrique - Vaste. 9- Déployai - Toute blanche. 10- Genre de poisson - Tas de branches coupées avec leurs feuilles vertes.

VERTICALEMENT
1- On peut le discerner du mal - Couper. 2- Vaisseau portant le sang du coeur aux autres organes - Retrancha. 3- Après bis - Conduisis. 4- Soûles - Article. 5- Reconnu comme vrai - Thé à l'anglaise. 6- Partira - Habiller. 7- Pronom personnel - De l'ancienne Espagne. 8- Adore la plage - Peut être commun ou propre. 9- Ne reconnaît pas - Fréquente l'école pour apprendre. 10- Enchaîne - Gros nuage.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Greffage Grefage Greffâge Graiffage	Herbauriste Herboriste Herbboriste Herborriste
Insubmerssible Insubmersible Insubbmersible Insubmerçible	Jactonce Jacktance Jactonce Jactance

Les mots fléchés

JUPE ÉCOTTAISE CONCURRENCE HUMAINE	RELIÉ AU RÉSEAU COURBÉ	LOCALISE PAS ICI	ORGANE FILTRANT PARTIE D'UN AÉRODROME	POÈME LYRIQUE	VER	COMPLICE DU VOLEUR
				COUTURIER FRANÇAIS COURROIE DU MORS		
OCCUPANT DES LIEUX FAUX MARBRE					POUR MOI PARESSEUX	
		BOÎTE À SUFFRAGES CACHER UN FAIT			BASE DE SAVOIR CAPITALE DE LA NORVÈGE	
PRATIQUA UNE INTERVEN- TION	PROTECTEUR DU CLAN PAS SINGULIER			OBSCURE ÉLEVEURS DE PIGEONS VOYAGEURS		
			SERVICES GAGNANTS PUNITION			C'EST LUI APPAREN- CES
SE PROLON- GERA	MUSIQUE DANSANTE CROISÉES			ATTACHÉ SA CAPITALE EST TIRANA		
			PAYS D'ASIE FONCTIONNE			TRÈS BONNE CARTE
APRÈS DO COMPTOIR D'UN CAFÉ		DÉCOLLAGE AUTOBUS			VIA VOIE RAPIDE	
			TEL DES REINS CREUSÉS ROUSPÉTAS			SUCCÈS
DÉCALAGE ÉPANOUIS- SEMENT VÉGÉTAL				SIÈGE DE PARC		MOT POUR HUER
					INFUSION BON VIN	
ENLEVER	LOIS	LOI OFFICIELLE COURS COURTS		ONCLE AVARE ENDUIT MURAL		
						AVEC LES COUTUMES BRUIT DE COUP
SERRÉS OISEAUX VOLEURS			RIGOLÉ PIED DE VIGNE		RAYONS INVISIBLES AU MOINS 24 MOIS	POSSÈDENT
			ÇA SOMME À PAYER		ON LA VOTE À L'APN À LUI	
RÈGLE DOUBLE ENDOR- MANTE		N'ÉCONO- MISANT PAS				

BIFFE-TOUT

EN 8 LETTRES :

Plantes sud-américaines en forme de cornet

AGENCE	GENÈVE	RADOTAGE
ALPAGA	GLAIVE	RAMSÈS
ARQUER	GOUJATERIE	RAUQUE
BÉLUGA	HUMER	SABOTÉ
BIOGRAPHIE	INFINI	SALER
BOLIDE	JOUET	SÉJOUR
CAMBODGE	LARME	SOUDOYÉ
CASCADEUR	MÉDINA	STÈLE
CHIMISTE	MICMAC	STRATÈGE
CONVOQUER	MINOIS	SURVOLTAGE
COSMOS	OCULISTE	E
CURRY	OLIGARCHIE	TATOUAGE
DÉMASQUER	PALABRER	TROMBE
DIFFUS	PHOQUE	TRUAND
EFFICACITÉ	PION	TRUQUÉ
ENCROÛTER	PLONGEOIR	VÉLO
ENNUYÉ	PORRIDGE	WATT
EQUITABLE	POSITIF	ZAOUÏA
ESQUILLE	PRESTIGE	
FOUDROYER	PROMENEUSE	

P	D	E	M	A	S	Q	U	E	R	R	U	E	D	A	C	S	A	C	C
L	R	G	E	B	E	M	E	C	N	E	G	A	D	N	A	U	R	T	O
O	A	L	T	O	L	I	H	U	M	E	R	C	A	N	A	R	D	P	N
N	U	A	O	L	B	C	B	E	L	U	G	A	E	B	M	O	R	T	V
G	Q	I	B	I	A	M	D	I	F	F	U	S	S	I	O	N	I	M	O
E	U	V	A	D	T	A	S	O	M	S	O	C	R	A	M	S	E	S	Q
O	E	E	S	E	I	C	A	N	I	D	E	M	A	G	A	P	L	A	U
I	E	E	S	Q	U	I	L	L	E	E	O	C	U	L	I	S	T	E	E
R	U	E	E	U	Q	O	H	P	I	E	E	T	S	I	M	I	H	C	R
E	Q	V	E	T	E	E	I	R	P	Y	E	Z	A	O	U	I	A	T	A
I	U	E	L	E	U	O	E	N	T	O	S	O	F	Y	R	R	U	C	R
H	R	N	E	U	N	T	C	I	R	U	P	O	D	R	S	E	T	E	E
P	T	E	T	O	A	P	C	A	E	E	U	R	A	U	G	I	A	G	T
A	R	G	S	J	R	A	O	N	M	D	R	D	I	E	O	I	T	I	U
R	A	E	U	E	C	U	E	S	R	B	O	B	T	D	N	S	O	T	O
G	E	O	U	I	Y	M	O	O	I	T	O	A	A	F	G	T	U	S	R
O	G	M	F	Q	O	U	Y	J	A	T	R	D	I	L	T	E	A	E	C
I	L	F	R	R	E	N	G	E	T	I	N	G	A	A	L	G	R	N	
B	E	E	P	A	R	A	E	N	S	S	I	F	W	E	E	P	E	P	E
S	U	R	V	O	L	T	A	G	E	E	I	H	C	R	A	G	I	L	O

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALEMENT
PETRIR - ETUDES - FREDONNERAIT - VIOLES
- ILE - LO - ETE - SET - SA - P - ART - DINETTES - EPEE - NOIRES - SERUM - ECUMANT - VA - INSERE - TA - NI - BLET - TER - D - ETAIE - SESAME - DROIT - VER - DE - REAGI - EPATA - BEE - RESTAURER - BABIL - EUT - OR - LAD - SEPT - ST - O - HOTE - SOUCHES - VIRE - SYNTHÈSE.

VERTICALEMENT
DEFIER - EVIER - EBABI - TROTTERA - TOREADOR - GRELE - PU - BAIE - B - TE - IDE - DEMILITARISE - GROSSIE - NEE - GELE - S - N - EN - EST - VIS - PSY - PENITENCE - SE - TETON - TEL - TOURTEREAU - UT - SURESTIMEES - PUTSCH - DA - AERA - RADAR - THE - OEIL - SENT - METEO - ES - STOP - STADE - ARROSE.

MOTS CROISES

HORIZONTALEMENT
1- ADANA - NEON 2- DON - EJECTE 3- AMENDE- OAS 4- MI - OEUFS - T 5- NOUS - OSEE 6- JOUE - ARES 7- A -TRONC - TA 8- VAR - UTERIN 9- EVENTA - AME 10- LESE - RUSEE.

VERTICALEMENT
1- ADAM - JAVEL 2- DOMINO - AVE 3- ANE - OUTRES 4- N - NOUER - NE 5- AEDES - OUT 6- JEU - ANTAR 7- NE - FORCE - U 8- ECOSSE - RAS 9- OTA - ESTIME 10- NESTE - ANEE.

4x4 Saponification - Stéréophonique
Tintinnabuler - Vade-mecum

BIFFE-TOUT : MURS

IA GÉNÉRATIVE

Guide comparatif des outils en 2026

En 2026, le paysage de l'intelligence artificielle générative est dominé par quelques plateformes majeures selon les usages (rédaction, code, image et vidéo).

Il n'existe pas un outil d'IA unique idéal pour tous les besoins. Le bon choix dépend avant tout de vos cas d'usage et de votre environnement de travail.

Depuis 2023, l'intelligence artificielle générative est devenue l'un des principaux moteurs de la transformation de l'environnement de travail. Qu'il s'agisse de rédiger des e-mails et des rapports, de créer des visuels, des vidéos et des résumés de réunions, les outils d'IA aident désormais les employés à gagner du temps et à travailler plus efficacement.

D'après les principaux benchmarks publics et notre analyse éditoriale, les outils d'IA générative les plus solides en juin 2026 sont Claude, GPT-5.5, Gemini et Microsoft Copilot. Mais la « meilleure IA » dans l'absolu n'existe pas : le bon choix dépend de votre usage (texte, image, vidéo, code) et de votre environnement de travail. Voici un classement indicatif, suivi d'un comparatif détaillé par catégorie.

Selon Artificial Analysis, Claude Fable 5 a pris la tête de l'Intelligence Index en juin 2026, devant les meilleurs modèles d'OpenAI et de Google. Pour un usage courant, Claude Opus 4.8 reste l'un des meilleurs choix pour l'analyse, le code et les documents longs.

En entreprise, le bon choix ne dépend pas seulement du benchmark. Une IA n'est utile que si elle accède à une information fiable, à jour et bien gouvernée. Avant de déployer Microsoft Copilot ou un assistant comme Jint Genius, structurez vos contenus dans votre intranet Microsoft 365 : documents, permissions, sources de vérité. C'est ce socle qui transforme un modèle puissant en outil réellement utile.

Le modèle (le moteur) sait traiter l'information, mais il est « nu ».

L'outil (la carrosserie, le volant, les sièges) est l'application que vous utilisez (comme ChatGPT ou Copilot) pour interagir facilement avec cette puissance et lui demander d'écrire un mail, de traduire un texte ou de coder.

Le modèle est le « cerveau » complexe, et l'outil est « l'interface » qui met ce cerveau à votre service.

Cette distinction est importante pour bien comprendre l'article qui va suivre. Nous parlerons principalement d'outils IA et ceux-ci peuvent utiliser différents modèles d'IA.

NB : certains modèles et outils partagent le même nom (Gemini par exemple)

Ces outils se font concurrence et évoluent rapidement. Vous retrouverez globalement la même expérience sur les différents outils d'IA. Ce qui va faire la différence c'est l'intégration à votre environnement de travail et la



performance des modèles d'IA sous-jacents sur votre cas d'usage.

Dans le cas de Gemini par exemple, la connexion à vos données Microsoft sera difficilement réalisable, là où Copilot gèrera cela nativement.

OPENAI - CHATGPT

ChatGPT est la solution de référence qui a lancé la course à l'IA Générative en 2022. ChatGPT est développé par la société américaine OpenAI. Il fonctionne comme un chatbot intelligent capable de produire du contenu écrit de haute qualité, notamment des e-mails, des articles, des rapports, des scripts, etc., à partir de simples instructions.

ChatGPT est un outil entièrement multimodal, permettant aux utilisateurs d'interagir par le biais de textes, d'images, de sons et d'analyses de documents. Il peut également prendre en charge des flux de travail avancés grâce à des agents d'IA qui automatisent plusieurs tâches en séquence.

ChatGPT est disponible à la fois en version gratuite avec des fonctionnalités limitées et des publicités et en plans payants offrant des performances améliorées, des outils avancés et des fonctionnalités collaboratives.

ChatGPT permet d'utiliser uniquement les modèles d'OpenAI qui sont très bons mais donc la ligne éditoriale peut parfois laisser désirer face aux modèles Gemini ou Claude.

GOOGLE GEMINI

Gemini est à la fois le nom des modèles d'IA de Google et de son outil d'IA principal. Il propose des fonctionnalités similaires à celles de ChatGPT, en mettant l'accent sur les informations en temps réel et une intégration approfondie au sein de Google Workspace.

Gemini est particulièrement performant sur la génération d'images.

En 2026, il permet notamment de :
rédiger et modifier des documents dans Google Docs ;

générer des réponses directement dans Gmail ;
analyser des feuilles de calcul dans Google Sheets.

Gemini est accessible dans une version gratuite, avec des options premium pour des fonctionnalités d'entreprise avancées.

Les plans IA de Google sont particulièrement intéressants car ils donnent accès à toute la panoplie IA de Google à savoir des outils de développement (Anti-gravity) de génération de vidéo (Flow avec les modèles Veo) et d'autres outils particulièrement performants comme NotebookLM. Tout cela pour des prix compétitifs par rapport à OpenAI ou Anthropic.

MICROSOFT COPILOT

Microsoft Copilot est la solution IA développée par Microsoft et intégrée directement à l'écosystème Microsoft 365. Il permet aux utilisateurs de générer tous types de contenus textuels, tels que des e-mails, des rapports, des résumés de réunions, des listes de tâches et des présentations.

Sa plus grande force réside dans son intégration native avec des outils tels que :

WORD
EXCEL
OUTLOOK
POWERPOINT
ONENOTE
TEAMS

Cela permet de réaliser de puissants cas d'utilisation en temps réel, notamment des résumés automatiques des réunions, la génération de rapports et l'analyse de données directement dans les applications professionnelles quotidiennes.

Copilot est disponible en versions gratuite et payante, avec des abonnements premium permettant de bénéficier de fonctionnalités avancées et d'une sécurité de niveau professionnel.

Traditionnellement limité aux modèles d'OpenAI, Copilot donne désormais accès aux modèles d'Anthropic (Claude) ce qui constitue un réel avantage pour les utilisateurs friands de la ligne

éditoriale des modèles Claude.

Anthropic Claude

Claude est à la fois le nom des modèles et la solution d'IA principale d'Anthropic, conçu pour donner la priorité à la sécurité, à la précision et à une utilisation éthique de l'IA.

Elle est particulièrement reconnue pour ses capacités dans les domaines suivants :

l'analyse de documents longs et complexes ;
la production de résumés précis ;

l'accompagnement des activités professionnelles, notamment juridiques, RH et techniques ;

la génération de code informatique.

Claude repose sur le concept d'« IA constitutionnelle », qui vise à garantir des résultats utiles, inoffensifs et honnêtes en intégrant des principes éthiques directement dans le processus de formation du modèle.

Claude est disponible via des abonnements gratuits et payants et est désormais accessible dans de nombreuses régions via des plateformes Web et des intégrations.

MISTRAL - LE CHAT

Fondée en 2023, Mistral AI est une société française qui possède ses propres modèles d'IA, venant concurrencer les géants américains sur cette technologie de pointe. Mistral met l'accent sur l'Open Source mais propose également des solutions pour particuliers et entreprises.

« Le Chat » est l'équivalent de ChatGPT réalisé par Mistral. Il permet de réaliser la plupart des choses que ChatGPT ou Gemini peuvent faire, avec néanmoins un bémol sur la génération d'images qui accuse d'un certain retard par rapport à ses concurrents.

LES MODÈLES DE MISTRAL AI SONT NOTAMMENT UTILISÉS POUR :

la génération de textes ;
l'analyse de documents ;

l'assistance au développement logiciel.

Mistral AI se distingue par son engagement ferme en faveur de la transparence, de la sécurité des données et de la souveraineté numérique européenne, ce qui la rend particulièrement attrayante pour les organisations soumises à des exigences de conformité strictes.

Résolument européen, Mistral AI échappe notamment à la législation Américaine ce qui lui permet de répondre aux besoins des acteurs les plus sensibles du marché.

MEILLEURE RECOMMANDATION POUR LES OUTILS D'IA

Pour les organisations opérant au sein d'un réseau Microsoft Espace de travail numérique, Microsoft Copilot s'impose comme la solution la plus pertinente.

Son intégration approfondie avec les outils Microsoft 365 permet une génération de contenu fluide, une automatisation des flux de travail et des gains de productivité directement dans les applications quotidiennes. Un avantage supplémentaire est la capacité de Copilot à référencer les sources, aidant ainsi les utilisateurs à vérifier l'exactitude des informations et à réduire le risque de désinformation ou de plagiat.

L'IA générative intégrée à l'espace de travail numérique augmente considérablement la productivité des employés tout en améliorant l'expérience globale des employés. Lorsqu'ils sont intégrés directement dans un intranet ou un environnement collaboratif, ces assistants IA permettent aux employés d'accéder rapidement aux informations internes, de rationaliser les processus RH et d'effectuer leurs tâches quotidiennes plus efficacement, simplement en interagissant avec une interface conversationnelle.

Par exemple, les employés peuvent rechercher des politiques RH, demander des congés, générer des documents ou résumer des réunions par le biais d'interactions basées sur le chat, sans avoir à utiliser plusieurs outils.

Plusieurs solutions permettent désormais aux organisations d'intégrer l'IA générative directement dans leur espace de travail numérique (DWP), notamment :

Genius par Jint

Genius est l'assistant d'IA génératif de Jint intégré directement à Microsoft Digital Workplace. Propulsé par des modèles d'IA avancés (OpenAI, Anthropic, Mistral), il agit comme un véritable assistant de travail conçu pour faire gagner beaucoup de temps aux employés dans leurs activités quotidiennes.

Source :

<https://www.jint.co/fr-fr>

OUVERTURE DU FORUM MONDIAL DE L'INVESTISSEMENT 2026 À DOHA

L'AAPI en quête d'opportunités d'investissements

La 9e édition du Forum mondial de l'investissement 2026, qui s'est ouverte hier à Doha (Qatar), sur le thème de l'investissement dans l'avenir sera une aubaine pour l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), qui prend part à ce grand rendez-vous mondial pour rechercher des opportunités d'investissement.

Le Forum réunit plus de 5.000 participants, notamment des chefs de gouvernement, des ministres, des DG, des investisseurs, des dirigeants de fonds souverains, des représentants d'organisations internationales et plus de 200 journalistes internationaux. Il constitue une plateforme internationale de haut niveau consacrée aux questions d'investissement et de développement. Cette édition abordera notamment l'investissement dans l'intelligence artificielle, les PME et l'entrepreneuriat, les politiques d'investissement, la finance durable, le tourisme et la culture, le climat et les océans, ainsi que les zones économiques spéciales. Le Forum vise à favoriser le dialogue entre politiques publiques, capitaux et entreprises afin de soutenir des investissements plus résilients, inclusifs et durables. Le programme comprend plus de 70 sessions et dialogues de haut niveau, réunissant 211 intervenants, répartis en sept axes thématiques. Le Forum proposera des séances plénières de dirigeants mondiaux, des tables rondes ministérielles sur l'investissement et l'entrepreneuriat, le Dialogue des bourses durables, une session de haut niveau sur l'investissement dans la région du Golfe, ainsi qu'une conférence mondiale sur la promotion de l'investissement présentant les opportunités d'investissement à travers le



monde. La participation de l'AAPI à ce forum mondial lui «permettra de contribuer aux débats et de partager son expertise et ses expériences, contribuant ainsi à renforcer la présence de l'Algérie, en mettant en avant son attractivité en matière d'investissement, ainsi que ses atouts et les opportunités d'investissement qu'elle offre aux entreprises participantes».

PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT ET NOUVELLES OPPORTUNITÉS

Comme elle permettra également à l'AAPI de consolider ses relations avec ses homologues et d'explorer de nouvelles perspec-

tives de coopération et de partenariat avec les institutions internationales présentes. Le forum devrait aussi répondre à une question centrale : comment orienter les capitaux vers les économies et les secteurs qui en ont le plus besoin et faire en sorte qu'ils contribuent au développement. Toutefois, les tensions géopolitiques, les pressions liées aux prix de l'énergie et les perturbations des chaînes d'approvisionnement continuent de peser sur les perspectives d'investissement. Le Forum cherche à contribuer à combler ces écarts à un moment où l'investissement devient de plus en plus sélectif et où les gouvernements accordent la

priorité aux industries stratégiques et aux intérêts économiques nationaux. Plus de 80% des IDE mondiaux ont été dirigés vers les 20 principales économies hôtes. Parallèlement, un petit nombre de secteurs stratégiques ont représenté 44% de la valeur des projets mon-

diaux d'investissement en nouveaux sites industriels en 2025, contre 16% en 2020. Le Forum propose plus de 80 sessions et plus de 400 intervenants abordant la politique d'investissement, l'intelligence artificielle, l'entrepreneuriat, la finance durable, le climat et l'environnement, le tourisme et la culture, la promotion de l'investissement et les zones économiques spéciales. Deux réunions ministérielles, consacrées à l'investissement et à l'entrepreneuriat, réuniront des représentants gouvernementaux pour discuter des priorités politiques et des possibilités de coopération. Au-delà de sa participation aux travaux, le défi pour l'AAPI consiste à faire émerger des contacts susceptibles de déboucher sur des projets concrets. Dans un environnement international où les capitaux sont de plus en plus sélectifs, la capacité à valoriser les opportunités nationales et à établir des partenariats durables constitue un enjeu majeur pour renforcer l'attractivité de l'Algérie.

H. A.

SPÉCULATION ET DISPONIBILITÉ DES PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

Le gouvernement serre la vis

Le contrôle du marché national des produits de large consommation afin de garantir leur disponibilité à des prix abordables et de préserver le pouvoir d'achat des citoyens, a été au centre de la réunion du gouvernement présidée, hier, par le Premier ministre, Sifi Ghrieb. Selon un communiqué des services du Premier ministre, le gouvernement a examiné les mesures prises pour mettre en œuvre les décisions du président de la République, issues de la dernière réunion du Conseil des ministres, en particulier celles portant sur la régulation du marché national des produits alimentaires et agricoles de large consommation. Le communiqué souligne que ces produits font l'objet d'une attention particulière «compte tenu de leur impact sur la vie quotidienne des citoyens». Le mécanisme adopté repose notamment sur la responsabilisation des walis, appelés à activer les instruments de régulation et à assurer un suivi rapproché de la circulation des marchandises. Il vise à garantir «une maîtrise optimale de l'ensemble des données et informations ayant une incidence sur la fluidité et la transparence de l'acheminement des marchandises du producteur au consommateur», indique le communiqué. Le gouvernement insiste ainsi sur la nécessité de lutter contre «toutes les formes de spéculation illicite», souligne le communiqué précisant que des mesures coercitives seront prises en coordination

avec les services de sécurité et les autorités judiciaires, «afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens». La réunion du gouvernement a également été consacrée à plusieurs dossiers liés à la prévention des risques et à l'amélioration des infrastructures publiques. Les membres du gouvernement ont ainsi examiné les résultats des travaux de l'atelier d'experts chargé d'élaborer un projet de loi fixant les normes applicables aux habitations situées dans les zones forestières. Ce texte vise notamment à protéger les personnes et les biens contre les incendies et à faciliter les interventions sur le terrain. Un autre exposé a porté sur le référentiel des normes techniques et architecturales du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels. Celui-ci prévoit l'uniformisation des normes de conception et d'équipement des établissements, ainsi que l'intégration de standards environnementaux et numériques. L'objectif affiché est de rationaliser les coûts de réalisation et d'améliorer les espaces pédagogiques afin d'adapter les compétences des stagiaires aux besoins du marché du travail. Enfin, dans le cadre du renforcement de la sécurité hydrique, le gouvernement s'est penché sur le suivi et le contrôle des travaux de raccordement des conduites de rejet des nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer.

R. N.

MONDIAUX 2026 DE GYMNASTIQUE

Deuxième médaille d'or pour Kaylia Nemour

L'Algérienne Kaylia Nemour a décroché une médaille d'or au concours de la poutre aux Mondiaux 2026 de gymnastique artistique, à Rotterdam (Pays-Bas), après avoir obtenu une excellente note de 14.566 points : 6.300 en difficulté et 8.266 à l'exécution. Sur le podium, la championne olympique de 19 ans a devancé la Chinoise Zhang Qingying (2e/14.566 points : 6.500 en difficulté et 8.066 à l'exécution), et la Brésilienne Flavia Saraiva (3e/14.300). Il s'agit de la deuxième médaille d'or pour Nemour dans ces Mondiaux-2026, après celle décrochée la veille, au concours des barres asymétriques, avec une excellente note de 15.333 points (7.000 en difficulté et 8.333 à l'exécution). Une belle performance, qui l'a placée devant l'Allemande Helene Kevric, deuxième avec 14.833 points, et l'Américaine Skye Blakely, troisième et médaillée de bronze avec 14.600 points. Une nette progression pour la jeune Algérienne, qui avait pris la médaille d'argent au concours de la poutre lors des précédents Mondiaux de gymnastique artistique, disputés en 2025 Jakarta (Indonésie). Pour rappel, Nemour avait terminé à la quatrième place du concours général, vendredi, avec un total de 54.998 points.

DÉCÉDÉ À L'ÂGE DE 89 ANS

La dépouille d'Ali Haroun inhumée à El Alia

La dépouille du moudjahid et ancien membre du Haut-Comité d'Etat, Mohamed Ali Haroun, décédé à l'âge de 89 ans, a été inhumée hier après-midi au cimetière d'El Alia à Alger. Etaient présents aux funérailles, le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, des membres du gouvernement, des personnalités nationales, des membres de la famille révolutionnaire, aux côtés des proches et amis du défunt et de nombreux citoyens. Dans une oraison funèbre, le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, a rappelé les qualités du défunt, qui était «une figure emblématique de l'Algérie, un moudjahid, un militant et un homme d'Etat, dont le parcours militant s'est forgé au cœur du mouvement national». Revenant sur les principales étapes du parcours militant du défunt, il a souligné que «son apport fut considérable», notamment lorsqu'il dirigea «avec sagesse et rigueur» la presse révolutionnaire à travers le journal «Résistance algérienne», avant de poursuivre la lutte en tant que membre dirigeant au sein des structures de la Fédération de France du Front de libération nationale (FLN), où il «fit montre d'un immense courage dans la défense des détenus algériens face à l'arbitraire des tribunaux français». Après l'indépendance, poursuit le ministre, le défunt a continué d'assumer ses responsabilités avec «dévouement et compétence», en s'appuyant sur «ses principes militants, ses compétences scientifiques et son niveau intellectuel», devenant ainsi «une figure emblématique du droit, un interlocuteur intrépide et un témoin des étapes phares de l'histoire nationale contemporaine, qui a enrichi la bibliothèque nationale par ses ouvrages». Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait adressé, samedi, ses sincères condoléances et exprimé sa profonde compassion à la famille du défunt.